

Motion

Proposer: JS Suisse (decided on: 08/01/2025)

Title: Inégalités de richesse : terreau du fascisme

Motion text

Inégalités de richesse : terreau du fascisme

Dans un système économique capitaliste, les richesses sont inégalement réparties. En Suisse, pendant que plus de 700 000 personnes sont touchées par la pauvreté[1] et qu'un quart de la population doit renoncer à des soins pour des raisons financières[2], des ultra-riches dilapident des sommes colossales dans des megayachts, des jets privés et l'industrie du luxe en général. Alors que la production suisse, ou globale, suffirait à assurer une vie digne d'être vécue pour toutes et tous, de nombreux mécanismes ont été mis en place par la classe capitaliste afin d'accaparer un maximum des richesses du pays, de maximiser leurs profits et de créer des dynasties stables et pérennes au détriment des travailleur·euses. Cette inégalité croissante des richesses qui creuse toujours plus le fossé entre les plus riches et le reste de la population renforce leur pouvoir. Elles et ils peuvent ainsi exercer une influence considérable sur la politique grâce à leurs propres médias, comme le font par exemple la famille Coninx, Christoph Blocher et Giuseppe Nica en Suisse, ou Bolloré et Drahi en France. Cette inégalité croissante des richesses, qui éloigne toujours plus les plus riches du reste de la population, leur permet d'influencer la politique avec leurs médias, comme la famille Coninx, Christoph Blocher et Giuseppe Nica en Suisse, ou encore Bolloré et Drahi en France par exemple. De plus, la possession par les ultra-riches de l'extrême majorité du capital du pays, permise par leur contrôle de l'appareil de production, leur donne un pouvoir infiniment plus grand que n'importe quel·le prolétaire. Cette concentration du pouvoir est toujours plus intense à cause du démantèlement du service public, de la privatisation et de la baisse des impôts qui caractérisent le moment néolibéral actuel.

Dans un tel moment d'augmentation des inégalités où la fortune du 1 % le plus riche ne cesse de croître, il est crucial d'étudier la question de l'origine du problème et de clarifier la situation actuelle. Nous allons donc analyser l'origine des inégalités comme découlant de la structure même du capitalisme, et démontrer que celles-ci ne font qu'augmenter et que ce mouvement historique risque de ramener la société vers le fascisme.

Un retour sur l'histoire des inégalités de richesse

Depuis aussi longtemps que des classes sociales existent, il y a une inégalité de la distribution des ressources. L'histoire est depuis marquée par le passage entre différents modes de production qui se caractérisent tous par des antagonismes de classes entre ceux qui possèdent et ceux qui sont dépossédés de tout. Cependant, avant l'industrialisation et la période d'essor de l'esclavagisme dans les Amériques, la faible efficacité de la production ne permettait pas d'accumuler le capital nécessaire au creusement d'un écart abyssal entre les plus riches et les plus pauvres. Un saut technique et une exploitation systématique de plus en plus intense ont permis une avancée qualitative dans le développement des moyens de production, condition à l'accumulation du capital.

Cela a été possible en raison de mouvements de privatisation des terres dès le XVI^e siècle en Angleterre qui ont dépossédé les paysan·nes au profit de seigneurs et bourgeois·es[3]. Les terres, ainsi aux mains d'un petit nombre, ont permis une accumulation des richesses par la rente. De plus, l'exode rural des travailleuse·eurs agricoles a fourni une main-d'œuvre toujours plus grande aux industries créées à l'aide du capital des rentes foncières susmentionnées. En outre, l'esclavage est aussi dès le XV^e siècle une des sources principales du capital permettant l'industrialisation de l'Angleterre mais aussi du reste de l'Europe[4] et donc la richesse gargantuesque de la bourgeoisie européenne. Ainsi, le passage au mode de production capitaliste a été caractérisé par le vol de terres, l'exploitation d'ouvrière·ers et l'esclavage des personnes racisées. Il ne s'agit donc ici pas simplement d'inégalités de richesse mais d'un système d'antagonisme de classe, de genre et de race entre ceux qui possèdent et ceux qui sont possédés.

En Suisse, le processus a été similaire. La forme collective de la propriété commune des terres a laissé place à la propriété privée. Cette privatisation s'est étalée sur plusieurs siècles, mais est marquée en 1798 par l'avènement de la République Helvétique imposée par les troupes françaises[5]. Avec celle-ci, les biens communaux, terres partagées par la population, sont devenues la propriété des familles bourgeoises. C'est donc un processus historique qui découle de la Révolution française qui fait triompher l'idéologie libérale et la

propriété privée en Suisse[6]. La bourgeoisie privilégiée par cette mesure a ainsi pu construire des usines, concentrant les moyens de production entre ses mains. Elle a pu de cette manière exploiter le travail payé des travailleuse·eurs mais aussi le travail gratuit des femmes précaires et des personnes racisées mises en esclavage. Les inégalités actuelles des richesses sont donc la conséquence d'une division de la société en classes, en genres et en races, mais aussi du développement inégal et combiné entre le Nord et le Sud globaux.

Par ailleurs, ces systèmes d'oppression sont toujours en place et au service des plus riches. Ainsi, les grandes entreprises des ultra-riches continuent d'exploiter toute la classe des travailleuse·eurs, et plus particulièrement les couches les plus précaires comme les personnes FLINTA, les habitant·es du Sud global, les personnes racisées et les migrant·es.

L'ampleur des inégalités de richesse

Aujourd'hui, la société de classe se voit le plus clairement en Suisse à travers le partage inégal du capital et des ressources. Le 1 % le plus riche de la population suisse détient au moins 45 % de l'ensemble des richesses[7]. La richesse incommensurable des 300 personnes et familles les plus riches de Suisse s'élève au chiffre absurde de 833,5 milliards de francs suisses[8]. Ces trois cents plus riches ont pu plus que doubler leur fortune au cours des vingt dernières années[9]. À l'inverse, plus de 1,2 millions de personnes en Suisse ne disposent d'aucun patrimoine imposable et risquent de tomber dans la pauvreté[10].

La richesse des ultra-riches ne vient pas uniquement de leurs comptes en banque aux taux d'intérêt dérisoires, mais aussi d'investissements immobiliers et d'actions qui leur permettent d'extraire des profits maximaux. Les facteurs de cette accumulation absurde de la richesse entre les mains de quelques-un·es sont les revenus du capital, comme les dividendes, les revenus locatifs et les gains sur des actions. Ces profits en capital des ultra-riches sont la conséquence directe de la répartition capitaliste du bas vers le haut. Jusqu'en 2016, le salaire médian réel des travailleur·euses en Suisse suivait encore une inflation moyenne de 1 %, mais depuis bientôt dix ans, les salaires réels des classes de revenu inférieures et moyennes sont en chute constante[11]. Les travailleur·euses, soit les personnes qui dépendent de leur salaire ou de prestations sociales pour survivre, ont toujours moins d'argent à disposition à la fin du mois. Cet argent ne disparaît pas simplement, il est aspiré vers le haut jusque dans les poches des ultra-riches sous forme de revenus du capital, par exemple par des prix plus élevés, des primes d'assurance maladie en augmentation ou des pertes salariales au profit de dividendes toujours plus

importantes. Chaque année, 70 milliards de francs sont distribués sous forme de revenus du capital[12]. À cela s'ajoutent les milliards de revenus locatifs : en 2021, les locataires ont payé 10 milliards de francs de loyer en trop[13]. Une majorité de cet argent est ainsi partie aux plus riches de Suisse. À long terme, c'est l'héritage qui permet de maintenir ces relations de classe et ces inégalités patrimoniales. En Suisse, 60 % des ultra-riches ont hérité de leur fortune, et 80 % de celle-ci provient des héritages[14].

Certains acquis sociaux comme les assurances sociales ou les paiements compensatoires occultent l'inégalité de la répartition capitaliste des ressources. Ces acquis ont été obtenus de haute lutte dans la rue et ne sont pas des conséquences logiques de la politique néolibérale. La démocratie institutionnelle a sous le capitalisme la fonction de permettre à la majorité des travailleuse·eurs disposant de la nationalité suisse et n'étant pas placés·es sous l'autorité d'un·e tutrice·eur ou curatrice·eur d'exercer une participation limitée dans certains domaines (politiques) pour éviter qu'elles et ils soient tentés·es de remettre en question le système dans son ensemble[15]. De telles concessions protègent ainsi la position dominante des capitalistes. Ces réformes ne stabilisent donc même pas la répartition inégale des richesses mais se contentent de réduire la progression des inégalités et stabiliser le système capitaliste.

Les inégalités de richesse sont un choix politique!

Or, cette situation n'est pas le fruit du hasard mais le résultat de choix politiques conscients de réglementations légales et dans le fonctionnement des institutions libérales. L'objectif est l'enrichissement des dynasties bourgeoises et le maintien du pouvoir des capitalistes sur la politique et l'économie.

Premièrement, la période néolibérale actuelle est synonyme de baisse des impôts pour les plus riches. Le taux d'imposition sur la fortune ayant un fort impact sur l'inégalité des richesses, sa baisse constante depuis 1970 est une des raisons de la perpétuation de familles bourgeoises et de l'augmentation toujours plus forte de la concentration de leur richesse. En effet, bien que le capital ne travaille pas, il permet d'investir dans des moyens de production et d'exploiter des prolétaires pour leur voler leur plus-value. Ainsi, la richesse attire la richesse. Sans un fort impôt sur la fortune, les écarts se creusent. De 1968 à 2020, 25 % de l'augmentation de la richesse du 0,1 % le plus riche de Suisse est d'ailleurs dû à la baisse des impôts sur la fortune[16]. Ces impôts sont cantonaux, créant ainsi une concurrence fiscale entre les cantons en plus de la concurrence internationale. Il y a donc deux niveaux qui affectent la Suisse dans la course vers l'imposition la plus basse pour attirer le capital et

défendre les intérêts de la bourgeoisie. Cette dernière incite à la baisse des impôts et donc au démantèlement du service public. Cependant, des forts taux d'imposition ne suffisent pas pour résoudre réellement le problème des inégalités ; en effet, les taux d'imposition maximum sur la fortune sont déjà montés jusqu'à 94 % aux USA et 90 % en France durant l'entre-deux-guerres^[17] sans léser la croissance économique.

Au-delà des impositions sur la fortune, d'autres formes de taxation existent mais sont actuellement trop faibles pour ralentir l'accumulation du capital : impôt sur le capital, impôt foncier, taxe sur l'héritage, etc. Ce dernier, bien qu'il ne soit de loin pas suffisant pour renverser le système capitaliste, pourrait s'attaquer à l'accumulation des richesses en empêchant l'accumulation intergénérationnelle du capital.

Cette faible imposition des plus riches est une volonté politique de la droite bourgeoise en collaboration avec les lobbies des ultra-riches. En sus des impôts déjà faibles, les ultra-riches profitent du contrôle très laxiste envers l'évasion fiscale que pratiquent les institutions suisses. En effet, des sommes colossales sont dissimulées chaque année par les plus riches en Suisse. Entre 2010 et 2020, au moins 66 milliards n'auraient ainsi pas été déclarés^[18]. Ainsi, la fraude fiscale, mais aussi toutes les formes légales d'évitement de l'imposition, sont des outils très utilisés par les plus riches, offrant autant de moyens d'accélérer leur enrichissement et augmenter la concentration des richesses. À l'échelle des structures, cela se caractérise par une souplesse des institutions contre l'évitement fiscal ainsi que le développement de paradis fiscaux comme la Suisse.

Ainsi, la question se pose de pourquoi les politicien·nes de la droite bourgeoise et les chef·fes d'entreprises maintiennent un tel système et de telles institutions. La réponse est simple : pour leurs propres intérêts matériels.

Pas de démocratie sans distribution équitable des richesses

Ceux qui possèdent de l'argent possèdent du pouvoir et peuvent s'acheter du pouvoir politique. La concentration des richesses est donc en premier lieu une concentration du pouvoir. La démocratie capitaliste se base sur les rapports de classe existants avec pour objectif de les renforcer, mais la concentration du pouvoir est fondamentalement contradictoire avec la mise en place d'une réelle démocratie socialiste. Dans une démocratie socialiste, les personnes doivent pouvoir participer à la prise de décision dans tous les domaines, notamment sur leur lieu de travail et concernant leur situation de logement. Cette

181 participation ne doit pas se limiter à une simple consultation mais doit
182 signifier la propriété partagée des moyens de production. La démocratie
capitaliste ne peut donc être qu'une pseudo-démocratie.

183 La position dominante des capitalistes et des ultra-riches a une influence
184 directe sur les décisions politiques : plusieurs études en Allemagne et aux USA
185 montrent que les intérêts des riches trouvent plus d'écho et d'intérêt au sein
186 de la politique institutionnelle que ceux des personnes pauvres[19]. Les ultra-
187 riches et leurs entreprises peuvent investir des milliards en dons à des partis,
188 en lobbying et en communication[20]. Dans le même temps, les entreprises peuvent
189 exploiter la dépendance salariale de leurs employé·es pour empêcher ou limiter
190 l'organisation syndicale ou l'engagement politique. Ces effets se renforcent
191 mutuellement : la politique menée dans l'intérêt des ultra-riches amène à des
192 baisses d'impôts, qui amènent à une augmentation par millions de la richesse des
193 ultra-riches, qui amène à son tour à une augmentation de leur influence et leur
194 pouvoir politique. La démocratie institutionnelle remplit ainsi la fonction de
195 renforcer les rapports de classe et de production existants.

196 Ces mêmes rapports de pouvoir se retrouvent dans la formation de l'opinion
197 publique. Selon le philosophe italien Antonio Gramsci, le système capitaliste
198 n'est pas maintenu uniquement par la contrainte et l'oppression mais aussi par
199 le développement d'un consensus social[21]. Ce consensus est obtenu par l'action
200 de diverses institutions politiques, étatiques et de la société civile comme les
201 médias, les écoles et hautes écoles ou encore les laboratoires d'idées. La
202 bourgeoisie possède du pouvoir sur et au sein de ses institutions par le biais
203 de ses possessions et son capital. Cette domination et ce pouvoir d'influence
204 sur l'opinion publique s'appellent l'hégémonie culturelle et protègent le
205 système capitaliste.

206 Cela se manifeste par exemple concrètement par les groupes médiatiques privés
207 qui dominent le paysage médiatique. Après la SSR, les groupes les plus influents
208 sur l'opinion sont TX Group, Meta, CHMedia et Ringier[22]. Dans l'espace
209 numérique, l'influence des entreprises est encore plus grande que pour
210 l'analogue. Les algorithmes décident ainsi quels contenus seront montrés à
211 quelles et surtout à combien de personnes[23]. L'incompatibilité de cette
212 ingérence avec les principes fondamentaux de la démocratie capitaliste est
213 désormais reconnue par l'UE elle-même[24]. Cette concentration de pouvoir ne
214 s'arrête pas aux entreprises de médias mais s'étend jusqu'à d'énormes
215 technomonopoles détenus par des hommes ultra-riches : Meta est la propriété de
216 Mark Zuckerberg, qui détient une fortune de 250 milliards de dollars. On
217 retrouve la même situation dans les médias papier suisses. Des éditeur·euses
218 comme Giuseppe Nica ou Christoph Blocher contrôlent des journaux avec des
219 tirages respectifs de 1,2 millions et 600 000[25]. Pour des supports analogues

en particulier, les conséquences des principes capitalistes et l'absence désastreuse d'un soutien large et indépendant aux médias se font clairement remarquer. Les journaux dépendent des revenus publicitaires fournis par des grandes entreprises qui ont les moyens de s'offrir des annonces, voire sont carrément rachetés et contrôlés par des ultra-riches[26].

La fonction première des entreprises et institutions possédées par des capitalistes étant de maintenir leur position dominante et renforcer leur hégémonie culturelle, les principes journalistiques, l'indépendance et la couverture médiatique critique sont laissés de côté. Les objectifs d'émancipation ne sont simplement pas poursuivis. Facebook/Meta fait l'objet de critiques pour leur mauvaise protection des données, leur transmission de données d'utilisatrice·eurs et leur indifférence face à l'utilisation pour des manipulations électorales[27]. En janvier 2025, le fact-checking indépendant aux USA a été supprimé de Meta, comme il l'avait été avant sur X[28]. Les médias et réseaux sociaux sont des outils permettant d'assurer la domination des ultra-riches.

Pour permettre la création d'une société démocratique, le pouvoir des ultra-riches et des capitalistes doit être démantelé.

Le danger du fascisme

Le capitalisme n'empêche pas seulement l'existence d'une réelle démocratie, il porte aussi le danger direct d'une évolution fasciste. En effet, il ne se limite pas à un simple renforcement du pouvoir politique et de l'hégémonie culturelle ; les rapports de production capitalistes portent en eux, et particulièrement dans leurs crises, les graines du fascisme.

Il est impossible de définir le fascisme de manière exhaustive, car plusieurs définitions et débats cohabitent autour du concept. Fondamentalement, le fascisme n'est pas une idéologie politique mais un mode d'organisation et de commandement autoritaire et hostile à l'être humain. Il repose sur une idéologie anticomuniste, national-autoritaire, raciste, antiféministe et antisémite, ainsi qu'une mobilisation transnationale massive qui se traduit par la terreur pour la classe travailleuse et les personnes marginalisées[29]. En parallèle, les mouvements fascistes se distinguent par l'accent placé sur l'identité, la mise en place de boucs émissaires et la violence : la critique est reçue comme une trahison, toute forme de différence rejetée, un culte de la tradition mis en place et la frustration d'une prétendue classe moyenne placée au centre des discours[30].

C'est précisément pour cette raison que le fascisme prospère au sein d'un capitalisme en crise. Quand les taux de profit diminuent, que la monopolisation se renforce toujours et que le capital et le pouvoir se concentrent toujours plus entre les mains de toujours moins de personnes, la position dominante de la bourgeoisie est menacée. L'économie de libre marché ne suffit plus à maintenir les profits des capitalistes[31]. Alors que l'existence des petit·es-bourgeois·es est menacée, les ultra-riches craignent pour leurs milliards de bénéfices et craignent donc l'émergence d'une conscience de classe parmi les travailleuse·eurs et avec elle une révolution socialiste. C'est dans ce contexte que le tapis rouge est déroulé au fascisme pour intervenir en tant que médiateur. Les capitalistes ayant besoin d'un État fort pour servir leurs intérêts, elles et ils interviennent et utilisent l'État pour protéger leurs profits et leur position par des moyens autoritaires et violents[32]. Les partis et actrice·eurs fascistes n'ont aucun intérêt à modifier les rapports de domination. Lorsque les travailleuse·eurs se battent pour leurs droits, elles et ils sont frappés par la répression, et les syndicats, partis et associations de travailleuse·eurs sont dissous, criminalisés et leurs membres persécutés.

Les mouvements fascistes ont donc besoin du soutien d'une classe moyenne qui se sent frustrée et menacée et se range donc du côté des capitalistes dans l'espoir de garantir sa propre position économique[33]. Les réductions d'impôts néolibérales aux ultra-riches des dernières années et décennies ont été accompagnées de politiques d'austérité[34] pour le reste de la population. Plusieurs études révèlent le lien direct entre politiques d'austérité et succès électoraux des partis d'extrême droite et de droite populiste[35]. Les narratifs populistes de droite s'emparent de l'insécurité économique pour l'attribuer à des explications racistes. La population est ainsi construite en opposition aux étrangère·ers et migrant·es de manière à diviser et affaiblir la classe travailleuse[36]. Cette division permet de créer un bouc émissaire clair et de détourner l'attention des véritables clivages sociaux.

Pour voir la traduction concrète de ces relations théoriques dans la réalité, il suffit de regarder les États-Unis, en plein tournant autoritaire au moins depuis le début du second mandat présidentiel de Donald Trump[37]. Celui-ci a pris à lui seul de nombreuses décisions potentiellement inconstitutionnelles, et d'autres multimilliardaires comme Elon Musk et Mark Zuckerberg se voient confier toujours plus de pouvoir politique. L'austérité est encouragée et les personnes migrantes ou identifiées comme telles se voient persécuter, déporter ou emprisonner au nom des intérêts supposés de la population blanche étasunienne. Cette politique nationaliste, complotiste, sexiste, raciste et queerphobe, couplée à une division de la classe travailleuse et une pratique autoritaire du pouvoir, ne laisse aucun doute quant à la nature fasciste du mouvement. Dans le même temps, ces événements déclenchent un mécanisme dit de "boomerang impérialiste", où l'on observe que les méthodes violentes employées par les

États impérialistes pour opprimer les territoires coloniaux ne s'arrêtent pas aux frontières intérieures de ces territoires. Les développements fascistes se manifestent ainsi également par l'extension de cette violence jusqu'à l'intérieur même des USA impérialistes, contre des personnes migrantes ou identifiées comme telles et des militant·es socialistes.

En Europe aussi, la progression du fascisme et la collaboration du fascisme et du capital apparaissent de manière de plus en plus flagrante. En Allemagne, l'AfD gagne toujours plus de soutiens alors que la CDU tire toujours plus à droite dans sa direction pour remplir son rôle de sauveuse du capital. Il est largement connu que l'AfD comme le FPÖ en Autriche ont de plus en plus de donatrice·eurs ultra-riches. En Suisse, les points de contact entre capital et politique de droite sont apparents aussi : les millions de Blocher vont alimenter l'UDC pour renforcer sa politique raciste, misogyne et fascistoïde. La seule différence est que la politique populiste de droite de l'UDC a bien plus vite été considérée comme acceptable qu'ailleurs.

Si nous voulons réellement empêcher cette dégringolade, il nous faut lutter pour une meilleure alternative, et avant qu'il ne soit trop tard. Il ne suffit pas pour cela de dénoncer la montée du fascisme lorsqu'elle se déroule loin de nous et d'ignorer la manière dont il se déploie en Suisse aussi. L'Histoire nous apprend que les fascistes visent la destruction de nos institutions démocratiques et la dissolution de la conscience de classe de la population travailleuse. La démocratisation de tous les domaines de la vie en est donc d'autant plus importante ; une classe travailleuse forte et consciente d'elle-même luttant pour sa libération est le meilleur moyen de défaire non seulement les fascistes mais aussi les autocrates capitalistes avec lequel·les elles et ils marchent main dans la main. En effet, la seule réelle contre-proposition à opposer au fascisme est la démocratie et la démocratisation conséquente de la vie [\[38\]](#) !

Partager les richesses pour lutter contre le fascisme !

La JS Suisse demande le renforcement des formes d'imposition socialement juste à court terme afin de financer des mesures de politique sociale et de redistribuer les richesses aux travailleuse·eurs. Il faut en finir avec les milliards de profits des ultra-riches ! C'est pourquoi la JS Suisse demande concrètement :

- La mise en place d'un plafond de fortune de 200 millions : Pour empêcher le creusement de l'écart entre les plus riches et la classe ouvrière, il est nécessaire de poser un plafond sur la fortune. Cela assurera une société de plus en plus juste, avec un écart toujours plus faible.

- 335 • La création d'un impôt de 50 % sur les héritages et les donations avec une

336 franchise de 50 millions : L'imposition sur l'héritage permet de couper

337 court à l'accumulation intergénérationnelle du capital. C'est cette

338 accumulation qui permet la concentration des richesses dans les mains d'un

339 petit nombre de familles depuis des centaines d'années et avantage les

340 enfants de riches.

- 341 • Des contrôles plus stricts contre l'évasion fiscale : Pour lutter contre

342 l'évasion fiscale, il faut des outils adaptés. Or, les politicien·nes des

343 partis bourgeois défendent les ultra-riches et ne mettent actuellement

344 rien en vigueur pour empêcher ces dernière·ers de léser la majorité de la

345 population au profit de leurs intérêts personnels en se soustrayant à

346 l'impôt.

- 347 • La mise en place de taux minimaux mondiaux pour les impôts sur le revenu

348 et les héritages : L'imposition doit être mondiale. En effet, les ultra-

349 riches sont friands de tenter d'échapper à l'impôt, que ce soit de manière

350 légale ou non. Une imposition minimum internationale répond à ce problème

351 de manière plus efficace que des outils nationaux de lutte contre

352 l'évasion fiscale, qui doivent cependant être utilisés de manière

353 complémentaire. Cela permet d'empêcher la fuite des capitaux vers des

354 paradis fiscaux qui ne bénéficie qu'aux ultra-riches et au système

355 bancaire.

- 356 • L'application conséquente du loyer basé sur les coûts : Faire du profit

357 sur le logement, c'est faire du profit sur le besoin de toutes et tous

358 d'avoir un lieu sûr, tranquille et à l'abri. Aucun bénéfice ne doit encore

359 avantager la classe capitaliste. Les coûts des logements doivent être

360 basés sur autre chose que la simple spéculation et la rareté artificielle,

361 comme l'affirme la Constitution.

- 362 • La démocratisation de toutes les grandes entreprises : La possession

363 privée des moyens de production par la classe capitaliste est une

364 aberration. Tant que la propriété privée des moyens de production existe,

365 il y aura des inégalités de richesse, car il s'agit d'une société de

366 classes.

367 Cela ne suffit pas à régler le problème à la racine mais en permet une réduction

superficielle. À long terme, la JS Suisse s'engage pour le dépassement du système d'oppression et d'exploitation capitaliste. Les catégories de classe, de genre et de race doivent ainsi être supprimées pour les 99 %. Afin d'y parvenir, la JS Suisse mène des campagnes fondamentales comme celle de l'initiative pour l'avenir afin de remettre en question la légitimité du capitalisme et renforcer le développement d'une conscience de classe.

[1] Calculé sur la base du seuil de pauvreté, pour 2023.

Pauvreté. (s. d.). Consulté le 6 juillet 2025, à l'adresse <https://www.bfs.admin.ch/content/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-privations/pauvrete.html>

[2] La Confédération. La population suisse est majoritairement satisfaite des soins de santé. Consulté le 6 juillet 2025, à l'adresse <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=99203>

[3] *Economic Manuscripts : Capital Vol. I - Chapter Twenty-Seven*. (1867) Consulté 23 juillet 2025, à l'adresse <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch27.htm>

[4] Heblich, S., Redding, S. J., & Voth, H.-J. (2022). *SLAVERY AND THE BRITISH INDUSTRIAL REVOLUTION*

[5] *République helvétique*. (s. d.). hls-dhs-dss.ch. Consulté 23 juillet 2025, à l'adresse <https://hls-dhs-dss.ch/articles/009797/2011-01-27/>

[6] *Biens communaux*. (s. d.). hls-dhs-dss.ch. Consulté 12 juillet 2025, à l'adresse <https://hls-dhs-dss.ch/articles/013704/2001-05-17/>

[7] Eigene Berechnungen basierend auf der Gesamtschweizerischen Vermögensstatistik 2021.

[8] Bilanz (2024). Die 300 Reichsten 2024. Consulté le 24 juillet, à l'adresse <https://www.bilanz.ch/bilanz/die-300-reichsten-2024>

[9] Bilanz (2024). Die 300 Reichsten 2024. Consulté le 24 juillet, à l'adresse <https://www.bilanz.ch/bilanz/die-300-reichsten-2024>

[10] SKOS (o.D.). Armut. Consulté le 24 juillet, à l'adresse

398 <https://skos.ch/themen/armut>

399 [11] Lampart, D., Gisler, E., Schley, M. (2024). Verteilungsbericht 2024. SGB.

400 [12] Bundesamt für Statistik (2020). Kontensequenz (VGR)

401 [13] Schärer, M., Höglinger, D., Gerber, C. (2022). Entwicklung und Renditen
 402 auf dem Mietwohnungsmarkt 2006 – 2021. Büro für arbeits- und sozialpolitische
 403 Studien.

404 [14] Martínez, I., Baselgia, E. (2022). Tracking and Taxing the Super-Rich:
 405 Insights from Swiss Rich Lists. *KOF Working Paper 501*.

406 [15] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-
 407 Hegemonie

408 als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte 15*.

409 [16] Martínez, I. Z., Marti, S. & Scheuer, F. (2025). L'influence des impôts sur
 410 la fortune sur la répartition de la fortune dans les cantons suisses, 1969-2018.
 411 *Social Change in Switzerland, N°40. doi: 10.22019/SC-2025-00001*

412 [17] Piketty, T. (s. d.). *Roosevelt n'épargnait pas les riches*. Libération.
 413 Consulté 9 juillet 2025, à
 414 l'adresse [https://www.liberation.fr/france/2009/03/17/roosevelt-n-epargnait-pas-](https://www.liberation.fr/france/2009/03/17/roosevelt-n-epargnait-pas-les-riches_546501/)
 415 [les-riches_546501/](https://www.liberation.fr/france/2009/03/17/roosevelt-n-epargnait-pas-les-riches_546501/)

416 [18] *En dix ans, les Suisses ont caché 66 milliards de francs au fisc*–Le Temps.
 417 (2023, juin 22). [https://www.letemps.ch/suisse/en-dix-ans-les-suisses-ont-cache-](https://www.letemps.ch/suisse/en-dix-ans-les-suisses-ont-cache-66-milliards-de-francs-au-fisc)
 418 [66-milliards-de-francs-au-fisc](https://www.letemps.ch/suisse/en-dix-ans-les-suisses-ont-cache-66-milliards-de-francs-au-fisc)

419 [19] Elsässer, L., Hense, S. & Schäfer, A. (2018). Government of the people, by
 420 the elite, for the rich: Unequal responsiveness in an unlikely case. *MPIfG*
 421 *Discussion Paper, No. 18/5*.

422 [20] Schmitt, M. et al. (2025). Milliardärsmacht beschränken, Demokratie
 423 schützen.

424 [21] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-
 425 Hegemonie

als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte* 15.

[22] Bundesamt für Kommunikation (2024). Medienmonitor Schweiz. Consulté le 24 juillet, à l'adresse <https://www.medienmonitor-schweiz.ch/konzerne/meinungsmacht/>

[23] Mandela N. et al (2025). Social Media Manipulation and the Threat to Democracy: Analyzing the Role of Disinformation. *The Voice of Creative Research*, Vol. 7, Issue 1.

[24] Weber, R. H. (2022). Künstliche Intelligenz: Regulatorische Überlegungen zum „Wie“ und „Was“. *Zeitschrift für Europarecht*, 2022/1.

[25] Bauer, J. (14. März 2025). (Un)Heimliche Meinungsmacher. *Correctiv*. Consulté le 24 juillet, à l'adresse <https://correctiv.org/aktuelles/medien/2025/03/14/unheimliche-meinungsmacher-blocher-zeitung-svp-schneider-nica/>

[26] Wegelin, Y. (5. März 2015). Was ist journalistische Unabhängigkeit. *WOZ die Wochenzeitung*. Consulté le 24 juillet, à l'adresse <https://www.woz.ch/1510/kommentar/was-ist-journalistische-unabhaengigkeit>

[27] Baetz, B., Zilm, K. (10. April 2018). Daten ohne Schutz – Zuckerberg in Bedrängnis. *Deutschlandfunk*. Consulté le 24 juillet, à l'adresse <https://www.deutschlandfunk.de/der-facebook-skandal-daten-ohne-schutz-zuckerberg-in-100.html>

[28] Graves, L. (13. Januar 2025): Will the EU fight for the truth on Facebook and Instagram?. *The Guardian*. Consulté le 24 juillet, à l'adresse

<https://www.theguardian.com/technology/2025/jan/13/meta-facebook-factchecking-eu>

[29] Häusler, A., Fehrenschild, M. (2020). Faschismus in Geschichte und Gegenwart. Ein vergleichender Überblick zur Tauglichkeit eines umstrittenen Begriffs. *Manuskripte* (Vol. 26). Rosa-Luxemburg-Stiftung.

[30] Gehrlach, A. (26 mai 2024). Das fünfzehnte Element des Faschismus. *Geschichte der Gegenwart*. Consulté le 24 juillet, à l'adresse

<https://geschichtedergegenwart.ch/das-fuenfzehnte-element-des-faschismus/>

- 455 [31] Horkheimer, M. (1939). Die Juden und Europa. In: *Zeitschrift für*
456 *Sozialforschung*, Vol. 8/1939.
- 457 [32] Trotzki, L. (1932). Demokratie und Faschismus. Consulté le 24 juillet, à
458 l'adresse <https://www.marxists.org/deutsch/archiv/trotsky/1932/wasnun/kap02.htm>
- 459 [33] Mandel, E. (1953). Vingt ans après. Consulté 9 juillet 2025, à
460 l'adresse <https://www.marxists.org/francais/mandel/works/1953/07/vingt.htm>
- 461 [34] Austeritätspolitik beschreibt neoliberale Politik, die zuerst Steuern für
462 die Reichsten senkt, um danach aufgrund von fehlenden Steuereinnahmen bei
463  ffentlichen Dienstleistungen zu sparen.
- 464 [35] Kaufmann, S. (2024). Macht Sparen rechts? Und warum?. Consulté le 24
465 juillet, à l'adresse [https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-und-](https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-und-warum/)
466 [warum/](https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-und-warum/)
- 467 [36] Tundermann, S. (2022). The Political Economy of Populist Reason in The
468 Netherlands. *New Political Science*, 44(4), 507-523.
469 <https://doi.org/10.1080/07393148.2022.2129923>
- 470 [37] Hermsmeier, L. (20. März 2025): Faschismusdebatte Made in USA. *WOZ die*
471 *Wochenzeitung*. Consulté le 24 juillet,   l'adresse
472 <https://www.woz.ch/2512/faschismusdebatte/made-in-usa/!SXG7HRG2T7C3>
- 473 [38] Pfaff, T. (2024). Über das untrennbare Verhältnis von Kapitalismus und
474 Faschismus. *Steady*. Consulté le 24 juillet,   l'adresse
475 <https://steady.page/de/pfaffblog/posts/6f3a45a3-5e3c-4fa1-96f2-ed9fa244e77d>

Motion

Proposer: GISO Svizzera (decided on: 08/01/2025)

Title: Disuguaglianza di ricchezza: un terreno fertile per il fascismo

Motion text

Disuguaglianza di ricchezza: un terreno fertile per il fascismo

In un sistema economico capitalista, la ricchezza è distribuita in modo diseguale. In Svizzera, i/le* super ricch* spendono somme colossali per yacht, jet privati e il lusso in generale, mentre più di 700'000 persone vivono in condizioni di povertà^[1] e un quarto della popolazione svizzera deve rinunciare alle cure mediche per motivi finanziari.^[2] La produzione svizzera e mondiale sarebbe sufficiente per garantire una vita dignitosa a tutt*. Tuttavia, i/le* capitalist* hanno creato numerosi meccanismi per appropriarsi della maggior parte della ricchezza del Paese a scapito della classe lavoratrice, massimizzare i propri profitti e creare dinastie stabili e durature.

Questa crescente disparità di ricchezza allontana progressivamente i/le* più ricch* dal resto della popolazione e rafforza il loro potere. In questo modo possono esercitare un'enorme influenza sulla politica attraverso i propri media, come fanno ad esempio la famiglia Coninx, Christoph Blocher e Giuseppe Nica in Svizzera o Bolloré e Drahi in Francia. Ess* possiedono la maggior parte del capitale del Paese, che hanno acquisito grazie al controllo dei mezzi di produzione, e hanno quindi un potere infinitamente maggiore di qualsiasi persona lavoratrice. Questa concentrazione di potere è ulteriormente rafforzata dallo smantellamento dei servizi pubblici, dalle privatizzazioni e dai tagli fiscali che caratterizzano l'attuale epoca neoliberista.

In questo periodo di crescente disuguaglianza, in cui il patrimonio dell'1% più

ricco continua ad aumentare, è fondamentale esaminare le cause del problema e comprendere la situazione attuale. Analizzeremo e mostreremo quindi in che misura le disuguaglianze sono una conseguenza diretta del funzionamento del capitalismo, perché continuano ad aumentare e perché questo sviluppo storico potrebbe riportare la società al fascismo.

Storia della disuguaglianza di ricchezza

Da quando esistono le classi sociali, esiste una distribuzione ineguale delle risorse. Da allora, la storia è stata caratterizzata dal passaggio tra diversi rapporti di produzione, tutti contraddistinti da antagonismi di classe tra chi possiede e chi non possiede. Prima dell'industrializzazione e del periodo di massimo sfruttamento della schiavitù in America, tuttavia, la scarsa efficienza produttiva non consentiva di accumulare il capitale necessario per creare un divario abissale tra più ricch* e più pover*. Il progresso tecnologico e uno sfruttamento sistematico sempre più intenso hanno permesso un salto qualitativo nello sviluppo dei mezzi di produzione, presupposto fondamentale per l'accumulazione del capitale.

Ciò è stato possibile perché dal XVI secolo in Inghilterra la terra è stata progressivamente privatizzata, espropriando i/le*contadin* a favore dei signori feudali e della borghesia.[\[3\]](#) La riscossione dell'affitto della terra, che si trovava nelle mani di un piccolo numero di persone, ha permesso l'accumulo di ricchezza. Inoltre, l'esodo rurale della classe lavoratrice agricola fornì sempre più manodopera alle industrie che sorsero grazie al capitale proveniente dai suddetti affitti fondiari. Allo stesso modo, dal XV secolo la schiavitù fu una delle principali fonti di capitale che rese possibile l'industrializzazione dell'Inghilterra, ma anche del resto d'Europa,[\[4\]](#) e quindi l'enorme accumulo di ricchezza della borghesia europea. Il passaggio al modo di produzione capitalistico fu quindi caratterizzato dall'espropriazione delle terre, dallo sfruttamento della classe lavoratrice e dalla schiavitù delle persone razzializzate. Non si tratta quindi solo di disuguaglianza di ricchezza, ma di un sistema di antagonismo di classe, di genere e di razza tra chi possiede e chi è oppresso.

In Svizzera il processo è stato simile. Anche qui la terra coltivata in comune è stata trasformata in proprietà privata. Questa privatizzazione si è protratta per diversi secoli, ma è stata accelerata dalla fondazione della Repubblica Elvetica nel 1798 sotto la pressione delle truppe francesi.[\[5\]](#) Così le terre comuni, cioè la terra utilizzata collettivamente dalla popolazione, passarono nelle mani delle famiglie borghesi. Si tratta quindi di un processo storico scaturito dalla Rivoluzione francese che ha contribuito all'affermazione dell'ideologia liberale e della proprietà privata in Svizzera.[\[6\]](#) Ciò ha

permesso alla borghesia di costruire fabbriche e di concentrare così i mezzi di produzione nelle proprie mani. La borghesia non ha solo sfruttato il lavoro retribuito della classe lavoratrice, ma anche il lavoro non retribuito delle donne*in condizioni precarie e delle persone schiavizzate e vittime di razzismo. Le attuali disuguaglianze nella distribuzione della ricchezza sono quindi il risultato di una divisione della società in classi, generi e razze, ma anche dello sviluppo diseguale e interconnesso tra il Nord e il Sud globale.

Questi sistemi di oppressione continuano a esistere e servono ancora i/le* più ricch*. Le grandi aziende possedute da super ricch* continuano a sfruttare l'intera classe lavoratrice, in particolare i gruppi più precari come le persone FLINTA, le persone del Sud globale, le persone razzializzate e quelle migranti.

L'entità della disuguaglianza patrimoniale

Oggi, il classismo in Svizzera si manifesta in modo più evidente nella distribuzione ineguale del capitale e delle risorse. L'1% più ricco della popolazione svizzera possiede almeno il 45% del patrimonio totale.[\[7\]](#) L'immenso patrimonio delle 300 persone e famiglie più ricche della Svizzera ammonta a ben 833,5 miliardi di franchi svizzeri.[\[8\]](#) Negli ultimi vent'anni, le 300 persone più ricch* hanno più che raddoppiato il loro patrimonio.[\[9\]](#) A fronte di ciò, 1,2 milioni di abitanti della Svizzera non dispongono di un patrimonio imponibile e sono a rischio di povertà.[\[10\]](#)

Il patrimonio delle persone super ricche non giace semplicemente su conti bancari con interessi esigui, ma viene investito in immobili e azioni per ottenere il massimo profitto. Il motore di questo accumulo smisurato di ricchezza nelle mani di poch* è il reddito da capitale, come ad esempio i dividendi, i redditi da locazione e i guadagni azionari. Questi aumenti del patrimonio sono la conseguenza diretta della ridistribuzione capitalistica dal basso verso l'alto. Fino al 2016, il salario mediano reale delle persone lavoratrici in Svizzera seguiva ancora un aumento medio dell'1%. Da quasi dieci anni, tuttavia, i salari reali delle classi a basso e medio reddito sono in costante calo.[\[11\]](#) Alle persone lavoratrici, ovvero alle persone che dipendono dal salario o dalle prestazioni sociali per sopravvivere, alla fine del mese rimane sempre meno denaro. Questo denaro non scompare, ma finisce nelle tasche dei/delle* super ricch* sotto forma di redditi da capitale, ad esempio attraverso prezzi più elevati, aumenti dei premi dell'assicurazione sanitaria o riduzioni salariali infavore di dividendi più elevati. Ogni anno vengono distribuiti 70 miliardi di franchi in redditi da capitale.[\[12\]](#) A ciò si aggiungono entrate da affitti per miliardi di franchi: nel 2021 gli/le* inquilin* in Svizzera hanno pagato 10 miliardi di franchi in affitti

101 eccessivi.[\[13\]](#) Gran parte di questi fondi finisce nelle tasche dei/delle* più
102 ricch* della Svizzera. A mantenere questo rapporto di classe e questa disparità
103 patrimoniale nel lungo periodo sono soprattutto le eredità. In Svizzera, il 60%
104 delle persone super ricche ha ereditato la propria ricchezza e l'80% della loro
105 ricchezza proviene da eredità.[\[14\]](#)

106 Singole conquiste sociali, come ad esempio le assicurazioni sociali o i
107 versamenti di compensazione, nascondono la distribuzione ineguale delle risorse
108 capitalistiche. Queste conquiste sono state ottenute con lotte di piazza e non
109 sono la conseguenza logica della politica neoliberista. La democrazia
110 istituzionale nel capitalismo ha la funzione di garantire alla parte maggiorrenne
111 della classe lavoratrice, con cittadinanza svizzera e senza tutori/trici*, una
112 partecipazione limitata in singoli ambiti (politici), al fine di distrarla dal
113 mettere in discussione il sistema nel suo complesso.[\[15\]](#) Singole concessioni
114 proteggono così la posizione dominante dei/delle* capitalist*. Pertanto, queste
115 riforme non stabilizzano nemmeno la distribuzione della ricchezza, ma
116 semplicemente rallentano l'aumento della disuguaglianza e stabilizzano il
117 sistema capitalista.

118 **La disuguaglianza di ricchezza è una scelta politica!**

119 Tuttavia, questa situazione non è casuale, ma è il risultato di scelte politiche
120 consapevoli in materia di regolamentazione giuridica e funzionamento delle
121 istituzioni liberali. L'obiettivo è l'arricchimento della classe borghese e il
122 mantenimento del potere dei/delle* capitalist* sulla politica e sull'economia.

123 Il neoliberismo va di pari passo con la riduzione delle tasse per le persone più
124 ricche. Poiché l'aliquota dell'imposta sul patrimonio ha un forte impatto sulla
125 disuguaglianza di ricchezza, il suo calo costante dal 1970 è uno dei motivi
126 della sopravvivenza delle famiglie borghesi e della sempre maggiore
127 concentrazione di ricchezza. Infatti, anche se il capitale non lavora, esso
128 consente di investire in mezzi di produzione e di sfruttare la classe
129 lavoratrice per sottrarre loro il plusvalore. In questo modo, la ricchezza
130 genera ulteriore ricchezza. Senza un'elevata imposta sul patrimonio, le
131 disuguaglianze aumentano. Dal 1968 al 2020, il 25% dell'aumento della ricchezza
132 dello 0,1% più ricco della popolazione svizzera è dovuto alla riduzione delle
133 imposte sul patrimonio.[\[16\]](#) Queste imposte sono riscosse a livello cantonale, il
134 che, oltre alla concorrenza internazionale, porta anche a una concorrenza
135 fiscale tra i cantoni. Esistono quindi due livelli che influenzano la Svizzera
136 nella corsa alle imposte più basse per attrarre capitali e difendere gli
137 interessi della borghesia. Quest'ultima spinge per una riduzione delle imposte e
138 quindi per lo smantellamento dei servizi pubblici. Tuttavia, aliquote fiscali
139 elevate non sono sufficienti per risolvere realmente il problema della

disuguaglianza. Infatti, le aliquote fiscali massime sul patrimonio sono salite fino al 94% negli Stati Uniti e al 90% in Francia nel periodo tra le due guerre,[\[17\]](#) senza compromettere la crescita economica.

Oltre all'imposta sul patrimonio, esistono altre forme di tassazione, che tuttavia sono attualmente troppo modeste per rallentare l'accumulo di capitale: imposta sul capitale, imposta fondiaria, imposta di successione, ecc. Quest'ultima, pur essendo di gran lunga insufficiente per rovesciare il sistema capitalista, potrebbe combattere l'accumulo di ricchezza impedendo l'accumulo di capitale tra le generazioni.

Questa bassa tassazione dei/delle* più ricch* è la volontà politica della destra borghese in collaborazione con le lobby. Oltre alle imposte già basse, i/le* super ricchi* beneficiano del controllo molto lassista dell'evasione fiscale da parte delle istituzioni svizzere. Infatti, ogni anno enormi somme vengono nascoste dai/dalle* più ricch* in Svizzera. Tra il 2010 e il 2020, almeno 66 miliardi non sarebbero stati dichiarati.[\[18\]](#) L'evasione fiscale, ma anche tutte le forme legali di elusione fiscale, sono quindi strumenti spesso utilizzati dalle persone più ricche per aumentare la loro ricchezza e rafforzare la concentrazione della ricchezza. A livello strutturale, ciò si traduce in una tolleranza delle istituzioni nei confronti dell'elusione fiscale e nello sviluppo di paradisi fiscali come la Svizzera.

Si pone quindi la questione del perché i/le* politic* di destra e i/le* dirigenti d'azienda mantengano un tale sistema e tali istituzioni. La risposta è semplice: per il proprio interesse materiale.

Non c'è democrazia senza equa distribuzione della ricchezza

Chi possiede denaro ha potere e può acquistare maggiore influenza politica. La concentrazione della ricchezza implica quindi la concentrazione del potere. Mentre una democrazia capitalista si basa sui rapporti di classe esistenti e mira a rafforzarli, la concentrazione del potere è in contraddizione fondamentale con una vera democrazia socialista. In una democrazia socialista deve essere garantita la partecipazione di tutte le persone in tutti gli ambiti della vita, compreso il luogo di lavoro e la situazione abitativa. La partecipazione non deve limitarsi alla semplice consultazione, ma deve comportare la compartecipazione alle decisioni riguardanti i mezzi di produzione. Per questo motivo la democrazia capitalista è sempre e solo una pseudodemocrazia.

Il predominio dei/delle* capitalist* e dei/delle* super ricch* ha un impatto

176 diretto sulle decisioni politiche: diversi studi condotti in Germania e negli
177 Stati Uniti dimostrano che nel capitalismo gli interessi delle persone ricche
178 hanno molto più peso nella politica istituzionale rispetto a quelli delle
179 persone povere.[\[19\]](#) I/le* super ricch* e le loro aziende possono investire
180 miliardi in donazioni ai partiti, in lobbismo e pubbliche relazioni.[\[20\]](#) Allo
181 stesso tempo, le aziende possono sfruttare la dipendenza salariale dei/delle*
182 propri* dipendenti per impedire o limitare l'organizzazione sindacale e
183 l'impegno politico. Questi effetti si rafforzano a vicenda: una politica
184 nell'interesse delle persone super ricche porta a riduzioni delle tasse che
185 aumentano il patrimonio di queste persone di milioni e miliardi, il che a sua
186 volta ne aumenta il potere politico e l'influenza. In questo modo, la democrazia
187 istituzionale rafforza i rapporti di classe e di produzione esistenti.

188 Gli stessi rapporti di potere si riflettono nella formazione dell'opinione
189 pubblica. Secondo il filosofo italiano Antonio Gramsci, il sistema capitalista
190 non è sostenuto solo dalla coercizione e dall'oppressione, ma anche dalla
191 creazione di un consenso sociale.[\[21\]](#) Questo consenso è creato all'interno e
192 attraverso varie istituzioni politiche, statali e della società civile, come i
193 media, le università e i think tank. Grazie ai propri beni e al proprio
194 capitale, la borghesia detiene il potere su queste istituzioni e al loro
195 interno. Questo predominio e questa autorità interpretativa sull'opinione
196 pubblica sono definiti egemonia culturale e sostengono il sistema capitalistico.

197 Un esempio concreto di questo processo si trova nei gruppi privati che dominano
198 il panorama mediatico. Secondo la SRG, i gruppi più influenti sono TX Group,
199 Meta, CHMedia e Ringier.[\[22\]](#) Proprio nello spazio digitale, l'influenza dei
200 gruppi privati è ancora maggiore che in quello analogico. Gli algoritmi
201 controllano quali contenuti vengono mostrati a chi e, soprattutto, a quante
202 persone.[\[23\]](#) Ormai anche l'UE riconosce che questa influenza è incompatibile con
203 i principi fondamentali della democrazia capitalista e con la tutela della
204 libertà di opinione.[\[24\]](#) Questa concentrazione di potere non si limita ai gruppi
205 mediatici, ma si concentra in giganteschi monopoli tecnologici, in particolare
206 nelle mani di singoli uomini ricchissimi: Meta è di proprietà di Mark
207 Zuckerberg, che dispone di un patrimonio di 250 miliardi di dollari. La stessa
208 situazione si presenta anche per la stampa svizzera. Editori come Giuseppe Nica
209 o Christoph Blocher controllano giornali con tirature rispettivamente di 1,2
210 milioni e 600.000 copie.[\[25\]](#) È proprio nel mondo analogico che si manifestano le
211 conseguenze dei principi capitalistici nel mondo dei media e la disastrosa
212 mancanza di un sostegno ampio e indipendente ai media. I giornali dipendono dai
213 profitti derivanti dagli annunci pubblicitari di grandi aziende che possono
214 permettersi tali inserzioni, oppure vengono acquistati e controllati da persone
215 molto facoltose.[\[26\]](#)

Poiché la funzione primaria delle grandi aziende e delle istituzioni di proprietà dei capitalisti è quella di sostenere il loro dominio e rafforzare la loro egemonia culturale, i principi giornalistici, l'indipendenza e l'informazione critica vengono trascurati. Gli obiettivi emancipatori non vengono affatto perseguiti. Facebook/Meta è oggetto di critiche per la scarsa protezione dei dati, la trasmissione dei dati degli/delle* utenti e l'indifferenza nei confronti della manipolazione elettorale.[\[27\]](#) Nel gennaio 2025, inoltre, il fact-checking indipendente è stato abolito negli Stati Uniti su Meta, come già in precedenza su X.[\[28\]](#) I (social) media sono strumenti di potere dei/delle* super ricch*.

Per realizzare una società democratica, il potere delle persone super ricch* e dei/delle* capitalist* deve essere spezzato.

Il pericolo del fascismo

Il capitalismo non solo rende impossibile una vera democrazia, ma comporta anche un pericolo diretto per lo sviluppo del fascismo. Infatti, non si limita a un semplice aumento del potere politico e dell'egemonia culturale. I rapporti di produzione capitalistici, soprattutto nelle loro fasi di crisi, racchiudono in sé il nucleo del fascismo.

È impossibile dare una definizione definitiva di fascismo, esistono infatti diverse definizioni e dibattiti al riguardo. Fondamentalmente, il fascismo non è un'ideologia politica, ma uno stile di leadership e di organizzazione autoritario e disumano. Si basa su un'ideologia anticomunista, autoritaria-nazionalista, razzista, antifemminista e antisemita, nonché su un obiettivo di mobilitazione di massa transnazionale che sfocia nel terrore per la classe operaia e le persone emarginate.[\[29\]](#) Allo stesso tempo, le correnti fasciste si caratterizzano per una chiara attenzione all'identità, alle immagini nemiche e alla violenza: la critica è vista come tradimento, ogni forma di diversità è rifiutata, c'è un culto della tradizione e la frustrazione di una presunta classe media.[\[30\]](#)

È proprio per questo che il fascismo prospera in un capitalismo guidato dalle crisi. Quando i tassi di profitto diminuiscono, i monopoli si rafforzano e il capitale e il potere si concentrano nelle mani di un numero sempre più ristretto di persone. La supremazia dell'intera borghesia è minacciata, siccome l'economia di libero mercato non è più sufficiente a mantenere i profitti dei/delle* capitalisti.[\[31\]](#) Mentre la piccola borghesia vede minacciata la propria esistenza, i/le*super ricch* temono per i loro miliardi e hanno quindi paura di una classe operaia consapevole e di una rivoluzione socialista. In questo

contesto, il fascismo ha vita facile come forza mediatrice. Quando i/le* capitalist* hanno bisogno di uno Stato forte per soddisfare le loro esigenze, intervengono e lo utilizzano per proteggere i loro profitti e la loro posizione in modo violento e autoritario.[\[32\]](#) I partiti e gli attori fascisti non hanno alcun interesse a cambiare i rapporti di potere. Quando i/le* lavoratori/trici* lottano per i loro diritti, seguono repressioni. I sindacati, i partiti e le associazioni della classe lavoratrice vengono smantellati, criminalizzati e i/le* loro membr* perseguitat*.

Le correnti fasciste hanno inoltre bisogno del sostegno di una classe media frustrata e minacciata, che si schiera dalla parte dei/delle* capitalist* per garantire la propria posizione economica.[\[33\]](#) Le riduzioni fiscali neoliberaliste a favore dei/delle* super ricch* degli ultimi anni e decenni sono state accompagnate da politiche di austerità per il resto della popolazione.[\[34\]](#) Diversi studi dimostrano un nesso diretto tra le politiche di austerità e il successo elettorale dei partiti di estrema destra e populistici di destra.[\[35\]](#) Le narrazioni populiste di destra sfruttano l'insicurezza economica e la collegano a accuse razziste. La popolazione viene contrapposta alle persone straniere e a quelle migranti per dividere e indebolire la classe operaia.[\[36\]](#) Questa divisione crea un chiaro nemico da combattere per distogliere l'attenzione dai veri divari di classe.

Gli Stati Uniti mostrano chiaramente come questi nessi teorici si concretizzino nella realtà: almeno dall'inizio del secondo mandato di Donald Trump è visibile una svolta autoritaria.[\[37\]](#) Donald Trump ha imposto numerosi decreti potenzialmente incostituzionali. Ad altri multimiliardari, come Elon Musk e Mark Zuckerberg, viene attribuito sempre più potere (politico). Si promuove l'austerità e si perseguitano le persone migranti, che vengono espulse dal Paese o incarcerate, in nome della vasta popolazione (bianca) degli Stati Uniti. La politica nazionalista, complottista, sessista, razzista e omofoba, nonché la divisione della classe operaia, unita a metodi di governo autoritari, non lasciano dubbi sulle tendenze fasciste. Allo stesso tempo, questi sviluppi rivelano il cosiddetto boomerang imperiale. I metodi violenti con cui gli Stati imperialisti opprimono i territori coloniali non si limitano solo alle aree esterne. Gli sviluppi fascisti si manifestano nel fatto che questa violenza viene ora applicata anche all'interno degli Stati Uniti imperialisti, ad esempio contro migranti e attivist* socialist*.

Anche in Europa le tendenze fasciste e la collaborazione tra fascismo e capitale sono sempre più evidenti. In Germania l'AfD sta guadagnando sempre più consensi, mentre la CDU si sta avvicinando sempre più all'AfD per assumere il ruolo di salvatrice del capitale. È noto che sia l'AfD che l'FPÖ in Austria hanno divers* donatori/trici* molto ricch*. Ma anche in Svizzera le sovrapposizioni tra

capitale e politica di destra sono evidenti. I milioni di Blocher affluiscono nell'UDC per rafforzare la sua politica razzista, misogina e fascistoide. Molto prima che nei paesi vicini, in Svizzera la politica populista di destra dell'UDC è diventata socialmente accettabile.

Se vogliamo davvero contrastare questa evoluzione, dobbiamo lottare per un'alternativa migliore, prima che sia troppo tardi. Non basta denunciare gli sviluppi fascisti solo dove sono lontani e tacere sulle tendenze fasciste in Svizzera. La storia ci insegna che il fascismo vuole distruggere le nostre istituzioni democratiche e spezzare la coscienza di classe della popolazione lavoratrice. Tanto più importante è la democratizzazione di tutti gli ambiti della vita. Una classe operaia forte e consapevole, che lotta per la propria liberazione, è la kryptonite non solo del fascismo, ma anche degli/delle*autocrati capitalist* che vanno a braccetto con il fascismo. Perché l'unico antidoto al fascismo si chiama democrazia e democratizzazione coerente di tutti gli ambiti della vita! [\[38\]](#)

Distribuire la ricchezza – combattere il fascismo!

A breve termine, la GISO Svizzera chiede il rafforzamento di forme di tassazione socialmente eque per finanziare misure di politica sociale e ridistribuire la ricchezza alle persone lavoratrici. Bisogna porre fine ai profitti miliardari dei/delle*super ricch*! Perciò, la GISO Svizzera chiede:

- L'introduzione di un limite massimo di patrimonio di 200 milioni: per impedire l'aumento del divario tra i/le* più ricch* e la classe operaia, è necessario fissare un tetto massimo al patrimonio. Ciò garantirà una società sempre più giusta, con un divario di ricchezza sempre più ridotto.
- L'introduzione di un'imposta di successione del 50% sulle eredità e sulle donazioni, con una franchigia di 50 milioni di franchi: l'imposizione sulle successioni consente di porre fine all'accumulo intergenerazionale di capitale. È proprio questo accumulo che da centinaia di anni permette la concentrazione della ricchezza nelle mani di un piccolo numero di famiglie e avvantaggia le famiglie ricche.
- Controlli più severi sull'evasione fiscale: per combattere l'evasione fiscale sono necessari strumenti adeguati. Tuttavia, i/le* politic* dei partiti borghesi difendono gli/le* ultra-ricch* e attualmente non stanno mettendo in atto alcuna misura per impedire a queste persone di

danneggiare la maggioranza della popolazione per i propri interessi personali evadendo le tasse.

- L'introduzione di aliquote minime globali per le imposte sul patrimonio e sulle successioni: la tassazione deve essere globale. Infatti, gli/le* ultra-ricch* sono inclini, legalmente o meno, a evadere le tasse. Un'imposizione minima internazionale risponde a questo problema in modo più efficace rispetto agli strumenti nazionali di lotta all'evasione fiscale, che devono tuttavia essere utilizzati in modo complementare. Ciò consente di impedire la fuga di capitali verso paradisi fiscali che avvantaggiano solo gli/le* ultra-ricch* e il sistema bancario.
- L'applicazione coerente dell'affitto basato sui costi: trarre profitto dall'alloggio significa trarre profitto dal bisogno di tutti di avere un luogo sicuro, sereno e riparato. Nessun profitto deve più avvantaggiare la classe capitalista. I costi degli alloggi devono essere basati su qualcosa di diverso dalla semplice speculazione e dalla scarsità artificiale, come afferma la Costituzione.
- La democratizzazione di tutte le grandi imprese: il possesso privato dei mezzi di produzione da parte della classe capitalista è un'aberrazione. Finché esisterà la proprietà privata dei mezzi di produzione, ci saranno disuguaglianze di ricchezza, perché si tratta di una società di classi.

Tuttavia, ciò non risolve la radice del problema, ma si limita a ridurre superficialmente i sintomi. A lungo termine, la GISO Svizzera si impegna quindi a superare i sistemi di oppressione e il sistema di sfruttamento capitalistico. Inoltre, le categorie di classe, genere e "razza" devono essere abolite per la liberazione comune del 99%. Per raggiungere questo obiettivo, la GISO Svizzera conduce campagne fondamentali, come ad esempio la campagna per l'Iniziativa per il Futuro, che mettono fundamentalmente in discussione la legittimità del capitalismo, con l'obiettivo di affinare la coscienza di classe.

[1] Calcolato sulla base della soglia di povertà, per il 2023. Povertà. Consultato il 3 agosto 2025, all'indirizzo <https://www.bfs.admin.ch/bfs/it/home/statistiche/situazione-economica-sociale-popolazione/situazione-sociale-benessere-poverta/poverta-deprivazione/poverta.html>

360 [2] La maggioranza della popolazione svizzera è soddisfatta dell'assistenza
 361 sanitaria. Consultato il 3 agosto 2025, all'indirizzo
 362 <https://www.news.admin.ch/it/nsb?id=99203>

363 [3] *Economic Manuscripts : Capital Vol. I - Chapter Twenty-Seven.* (1867)
 364 Consultato il 23 luglio 2025, all'indirizzo
 365 <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch27.htm>

366 [4] Heblich, S., Redding, S. J., & Voth, H.-J. (2022). *SLAVERY AND THE BRITISH*
 367 *INDUSTRIAL REVOLUTION*

368 [5] *Repubblica elvetica.* hls-dhs-dss.ch. Consultato il 3 agosto 2025
 369 all'indirizzo <https://hls-dhs-dss.ch/it/articles/009797/2011-01-27/>

370 [6] *Beni comuni.* hls-dhs-dss.ch. Consultato il 3 agosto 2028, all'indirizzo
 371 <https://hls-dhs-dss.ch/it/articles/013704/2001-05-17/>

372 [7] Calcoli propri basati sulla statistica sui patrimoni svizzera 2021.

373 [8] Bilanz (2024). Die 300 Reichsten 2024. Consultato il 24 luglio
 374 all'indirizzo: <https://www.bilanz.ch/bilanz/die-300-reichsten-2024>

375 [9] Bilanz (2024). Die 300 Reichsten 2024. Consultato il 24 luglio
 376 all'indirizzo: <https://www.bilanz.ch/bilanz/die-300-reichsten-2024>

377 [10] SKOS (o.D.). Armut. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo
 378 <https://skos.ch/themen/armut>

379 [11] Lampart, D., Gisler, E., Schley, M. (2024). Verteilungsbericht 2024. SGB

380 [12] Ufficio federale di statistica (2020). Sequenza dei conti (VGR)

381 [13] Schärer, M., Höglinger, D., Gerber, C. (2022). Entwicklung und Renditen
 382 auf dem Mietwohnungsmarkt 2006 – 2021. Büro für arbeits- und sozialpolitische
 383 Studien.

384 [14] Martínez, I., Baselgia, E. (2022). Tracking and Taxing the Super-Rich:
 385 Insights from Swiss Rich Lists. *KOF Working Paper 501*.

386 [15] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-

Hegemonie als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte 15*.

[16] Martínez, I. Z., Marti, S. & Scheuer, F. (2025). L'influence des impôts sur la fortune sur la répartition de la fortune dans les cantons suisses, 1969-2018. *Social Change in Switzerland*, N°40. doi: 10.22019/SC-2025-00001

[17] Piketty, T. (s. d.). *Roosevelt n'épargnait pas les riches*. Libération. Consultato il 9 luglio 2025, à l'adresse https://www.liberation.fr/france/2009/03/17/roosevelt-n-epargnait-pas-les-riches_546501/

[18] *En dix ans, les Suisses ont caché 66 milliards de francs au fisc*—Le Temps. <https://www.letemps.ch/suisse/en-dix-ans-les-suisses-ont-cache-66-milliards-de-francs-au-fisc>

[19] Elsässer, L., Hense, S. & Schäfer, A. (2018). Government of the people, by the elite, for the rich: Unequal responsiveness in an unlikely case. *MPIfG Discussion Paper, No. 18/5*.

[20] Schmitt, M. et al. (2025). Milliardärsmacht beschränken, Demokratie schützen.

[21] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-Hegemonie als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte 15*.

[22] Ufficio federale delle comunicazioni (2024). Monitoraggio dei media in Svizzera. Consultato il 24 luglio 2025, all'indirizzo <https://www.monitoraggio-media-svizzera.ch/gruppi-industriali/potere-opinione/>

[23] Mandela N. et al (2025). Social Media Manipulation and the Threat to Democracy: Analyzing the Role of Disinformation. *The Voice of Creative Research*, Vol. 7, Issue 1.

[24] Weber, R. H. (2022). Künstliche Intelligenz: Regulatorische Überlegungen zum „Wie“ und „Was“. *Zeitschrift für Europarecht*, 2022/1.

[25] Bauer, J. (14 marzo 2025). (Un)Heimliche Meinungsmacher. *Correctiv*. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo: <https://correctiv.org/aktuelles/medien/2025/03/14/unheimliche-meinungsmacher-blocher-zeitung-svp-schneider-nica/>

417 [26] Wegelin, Y. (5 marzo 2015). Was ist journalistische Unabhängigkeit. *WOZ die*
 418 *Wochenzeitung*. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo:
 419 <https://www.woz.ch/1510/kommentar/was-ist-journalistische-unabhaengigkeit>

420 [27] Baetz, B., Zilm, K. (10. April 2018). Daten ohne Schutz – Zuckerberg in
 421 Bedrängnis. *Deutschlandfunk*. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo:
 422 [https://www.deutschlandfunk.de/der-facebook-skandal-daten-ohne-schutz-](https://www.deutschlandfunk.de/der-facebook-skandal-daten-ohne-schutz-zuckerberg-in-100.html)
 423 [zuckerberg-in-100.html](https://www.deutschlandfunk.de/der-facebook-skandal-daten-ohne-schutz-zuckerberg-in-100.html)

424 [28] Graves, L. (13. Januar 2025): Will the EU fight for the truth on Facebook
 425 and Instagram?. *The Guardian*. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo
 426 <https://www.theguardian.com/technology/2025/jan/13/meta-facebook-factchecking-eu>

427 [29] Häusler, A., Fehrenschild, M. (2020). Faschismus in Geschichte und
 428 Gegenwart. Ein vergleichender Überblick zur Tauglichkeit eines umstrittenen
 429 Begriffs. *Manuskripte (Vol. 26)*. Rosa-Luxemburg-Stiftung.

430 [30] Gehrlach, A. (26 maggio 2024). Das fünfzehnte Element des Faschismus.
 431 Geschichte der Gegenwart. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo:
 432 <https://geschichtedergegenwart.ch/das-fuenfzehnte-element-des-faschismus/>

433 [31] Horkheimer, M. (1939). Die Juden und Europa. In: *Zeitschrift für*
 434 *Sozialforschung*, Vol. 8/1939.

435 [32] Trotzki, L. (1932). Demokratie und Faschismus. Consultato il 24 luglio 2025
 436 all'indirizzo:
 437 <https://www.marxists.org/deutsch/archiv/trotsky/1932/wasnun/kap02.htm>

438 [33] Mandel, E. (1953). Vingt ans après. Consultato il 9 luglio 2025
 439 all'indirizzo <https://www.marxists.org/francais/mandel/works/1953/07/vingt.htm>

440 [34] La politica di austerità descrive una politica neoliberista che prima
 441 riduce le tasse per le persone più ricche e poi, a causa della mancanza di
 442 gettito fiscale, taglia i servizi pubblici.

443 [35] Kaufmann, S. (2024). Macht Sparen rechts? Und warum?. Consultato il 24
 444 luglio 2025 all'indirizzo [https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-](https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-und-warum/)
 445 [und-warum/](https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-und-warum/)

446 [\[36\]](#) Tundermann, S. (2022). The Political Economy of Populist Reason in The
447 Netherlands. *New Political Science*, 44(4), 507-523.
448 <https://doi.org/10.1080/07393148.2022.2129923>

449 [\[37\]](#) Hermsmeier, L. (20 marzo 2025): Faschismusdebatte Made in USA. *WOZ die*
450 *Wochenzeitung*. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo
451 <https://www.woz.ch/2512/faschismusdebatte/made-in-usa/!SXG7HRG2T7C3>

452 [\[38\]](#) Pfaff, T. (2024). Über das untrennbare Verhältnis von Kapitalismus und
453 Faschismus. *Steady*. Consultato il 24 luglio 2025 all'indirizzo:
454 <https://steady.page/de/pfaffblog/posts/6f3a45a3-5e3c-4fa1-96f2-ed9fa244e77d>

Motion

Proposer: JUSO Schweiz (decided on: 08/01/2025)

Title: **Vermögensungleichheit: Nährboden des Faschismus**

Motion text

Kapitalistische Vermögensungleichheit: Nährboden des Faschismus

In einem kapitalistischen Wirtschaftssystem ist das Vermögen ungleich verteilt. In der Schweiz verschwenden die Superreichen kolossale Summen für Megayachten, Privatjets und die Luxusindustrie im Allgemeinen, während gleichzeitig mehr als 700'000 Menschen von Armut betroffen sind^[1] und ein Viertel der schweizer Bevölkerung aus finanziellen Gründen auf medizinische Versorgung verzichten muss^[2]. Sowohl die Schweizer als auch die weltweite Produktion würden ausreichen, um allen Menschen ein würdiges Leben zu ermöglichen. Doch die Kapitalist*innen haben zahlreiche Mechanismen geschaffen, um sich, zu Lasten der Arbeiter*innen, einen möglichst grossen Teil des Reichtums des Landes anzueignen, ihre Gewinne zu maximieren und stabile, dauerhafte Dynastien zu schaffen.

Diese zunehmende Vermögensungleichheit hebt die Reichsten immer weiter vom Rest der Bevölkerung ab und verstärkt ihre Macht. So können sie mit eigenen Medien enormen Einfluss auf die Politik nehmen, wie dies beispielsweise die Familie Coninx, Christoph Blocher und Giuseppe Nica in der Schweiz oder Bolloré und Drahi in Frankreich tun. Durch ihre Kontrolle über die Produktionsmittel besitzen sie den Grossteil des Kapitals und haben dadurch eine unendlich viel grössere Macht als jede*r Arbeiter*in. Zusätzlich verstärkt wird diese Machtkonzentration durch den Abbau des Service Publics, die Privatisierungen und die Steuersenkungen, welche die aktuelle neoliberale Ära prägen.

In dieser Zeit der zunehmenden Ungleichheit, in der die Vermögen des reichsten 1

% ständig wachsen, ist es entscheidend, die Ursachen des Problems zu untersuchen und die aktuelle Situation zu verstehen. Wir werden darum analysieren und aufzeigen inwiefern die Ungleichheiten eine direkte Folge des Kapitalismus sind, weshalb sie weiter zunehmen und weshalb diese Entwicklung die Gesellschaft in den Faschismus führen könnte.

Ein Rückblick auf die Geschichte der Vermögensungleichheit

Seit es soziale Klassen gibt, besteht eine ungleiche Verteilung der Ressourcen. Die Geschichte ist seitdem geprägt vom Übergang zwischen verschiedenen Produktionsverhältnissen, die alle durch Klassengegensätze zwischen den Besitzenden und den Besitzlosen gekennzeichnet sind. Vor der Industrialisierung und der Blütezeit der Sklaverei in Amerika war es aufgrund der geringen Produktionseffizienz jedoch nicht möglich, das notwendige Kapital anzuhäufen, um eine abgrundtiefe Kluft zwischen den Reichsten und den Ärmsten zu schaffen. Der technische Fortschritt und eine immer intensivere systematische Ausbeutung ermöglichten einen qualitativen Sprung in der Entwicklung der Produktionsmittel, was eine Voraussetzung für die Kapitalakkumulation ist.

Dies war möglich, weil seit dem 16. Jahrhundert in England zunehmend Land privatisiert wurde, wobei die Bauern*Bäuerinnen zugunsten der Feudalherren und der Bourgeoisie enteignet wurden^[3]. Das Land, das sich somit in den Händen einer kleinen Zahl von Menschen befand, ermöglichte eine Vermögensanhäufung durch Pachtzinsen. Darüber hinaus lieferte die Landflucht der Landarbeiter*innen immer mehr Arbeitskräfte für die Industrien, welche mit Hilfe des Kapitals aus den oben genannten Pachtzinsen entstanden. Ebenso war seit dem 15. Jahrhundert die Sklaverei eine der Hauptquellen des Kapitals, welche die Industrialisierung Englands, aber auch des übrigen Europas und damit den gigantischen Reichtum der europäischen Bourgeoisie ermöglichte. Der Übergang zur kapitalistischen Produktionsweise war also geprägt von Landraub, Ausbeutung von Arbeiter*innen und Versklavung rassifizierter Menschen. Es geht hier also nicht nur um Vermögensungleichheit, sondern um ein System des Antagonismus von Klasse, Geschlecht und Race zwischen denen, die besitzen, und denen, die unterdrückt werden.

In der Schweiz verlief der Prozess ähnlich. Gemeinschaftlich bewirtschaftetes Land wurde auch hier zu Privateigentum gemacht. Diese Privatisierung erstreckte sich über mehrere Jahrhunderte, wurde jedoch durch die Gründung der Helvetischen Republik im Jahr 1798 unter dem Druck der französischen Truppen beschleunigt^[4]. So gingen die Allmenden, also das von der Bevölkerung gemeinsam genutzte Land, in den Besitz der bürgerlichen Familien über. Es handelt sich also um einen historischen Prozess, der aus der Französischen Revolution hervorgegangen ist und der liberalen Ideologie und dem Privateigentum in der Schweiz zum Durchbruch

verhalf. Dieser ermöglichte es der Bourgeoisie Fabriken zu bauen und so die Produktionsmittel in ihren Händen zu konzentrieren. Die Bourgeoisie hat nicht nur die bezahlte Arbeit der Arbeiter*innen ausgebeutet, sondern auch die unbezahlte Arbeit von Frauen in prekären Verhältnissen und von versklavten rassifizierten Menschen. Die heutigen Ungleichheiten in der Vermögensverteilung sind daher die Folge einer Spaltung der Gesellschaft in Klasse, Geschlecht und Race, aber auch der ungleichen und miteinander verflochtenen Entwicklung zwischen dem globalen Norden und Süden.

Diese Unterdrückungssysteme bestehen weiterhin und dienen noch immer den Reichsten. So beuten die Grossunternehmen der Superreichen weiterhin die gesamte Arbeiter*innenklasse aus, insbesondere die prekärsten Gruppen wie FLINTA-Personen, Menschen im globalen Süden, rassifizierte Menschen und Migrant*innen.

Das Ausmass der Vermögensungleichheit

Heute zeigt sich die Klassengesellschaft in der Schweiz am schärfsten in der ungleichen Verteilung von Kapital und Ressourcen. Dem reichsten 1% der Schweizer Bevölkerung gehört mindestens 45% des gesamten Vermögens[\[5\]](#). Das unermessliche Vermögen der reichsten 300 Menschen und Familien der Schweiz beläuft sich auf krasse 833.5 Milliarden Schweizer Franken[\[6\]](#). Die dreihundert Reichsten konnten ihr Vermögen in den letzten zwanzig Jahren mehr als verdoppeln[\[7\]](#). Dem gegenüber stehen 1.2 Millionen Schweizer Einwohner*innen, die über kein steuerbares Vermögen verfügen und armutsgefährdet sind[\[8\]](#).

Das Vermögen der Superreichen liegt nicht einfach auf Bankkonten mit spärlichen Zinsen, sondern wird in Immobilien und Aktien investiert, um damit maximale Profite zu machen. Treiber der krassen Anhäufung des Reichtums bei einigen wenigen ist Kapitaleinkommen, wie beispielsweise Dividenden, Mieteinnahmen und Aktiengewinne. Diese Zugewinne beim Vermögen der Superreichen sind die direkte Konsequenz der kapitalistischen Umverteilung von unten nach oben. Der reale Medianlohn der Arbeiter*innen in der Schweiz folgte bis 2016 immerhin noch einer durchschnittlichen Teuerung um 1%. Seit bald zehn Jahren sinken die Reallöhne der tieferen und mittleren Einkommensklassen aber kontinuierlich[\[9\]](#). Den Arbeiter*innen, also den Menschen, die auf Lohn oder Sozialleistungen zum Überleben angewiesen sind, bleibt am Ende des Monats immer weniger Geld übrig. Dieses Geld verschwindet nicht einfach, sondern fliesst in Form von Kapitaleinkommen in die Taschen der Superreichen, beispielsweise durch höhere Preise, steigende Krankenkassenprämien oder Lohneinbussen zugunsten steigenden Dividendenanteilen. Jährlich werden 70 Milliarden Franken an Kapitaleinkommen ausgeschüttet[\[10\]](#). Dazu kommen Mieteinnahmen in Milliardenhöhe: Im Jahr 2021 bezahlten Mieter*innen in der Schweiz 10 Milliarden Franken zu viel Miete[\[11\]](#). Ein Grossteil dieser Gelder fliesst an die Reichsten der Schweiz. Längerfristig

am Leben erhalten werden diese Klassenverhältnisse und diese Vermögensungleichheit in erster Linie durch Erbschaften. In der Schweiz haben 60% der Superreichen ihren Reichtum geerbt und 80% ihres Reichtums kommt aus Erbschaften[\[12\]](#).

Einzelne soziale Errungenschaften, wie beispielsweise Sozialversicherungen oder Ausgleichszahlungen, täuschen über die ungleiche kapitalistische Ressourcenverteilung hinweg. Diese Errungenschaften wurden auf der Strasse erkämpft und sind nicht die logische Konsequenz neoliberaler Politik. Institutionelle Demokratie im Kapitalismus hat die Funktion, dem volljährigen Teil der Arbeiter*innen, mit Schweizerischer Staatsbürgerschaft und ohne Vormund, begrenzte Mitbestimmung in einzelnen (politischen) Bereichen zu gewähren, um sie so davon abzulenken, das System als Ganzes in Frage zu stellen.[\[13\]](#) Einzelne Zugeständnisse schützen so die Vormachtstellung der Kapitalist*innen. Deshalb stabilisieren diese Reformen nicht einmal die ungleiche Vermögensverteilung, sondern mindern den Anstieg der Ungleichheit lediglich ab und stabilisieren das kapitalistische System.

Vermögensungleichheit ist eine politische Entscheidung!

Diese Situation ist jedoch kein Zufall, sondern das Ergebnis bewusster politischer Entscheidungen hinsichtlich gesetzlicher Regelungen und der Funktionsweise liberaler Institutionen. Das Ziel ist die Bereicherung der bürgerlichen Dynastien und die Aufrechterhaltung der Macht der Kapitalisten über Politik und Wirtschaft.

So geht der Neoliberalismus einher mit Steuersenkungen für die Reichsten. Da der Vermögenssteuersatz einen starken Einfluss auf die Vermögensungleichheit hat, ist sein seit 1970 anhaltender Rückgang einer der Gründe für den Fortbestand bürgerlicher Familien und die immer stärkere Konzentration ihres Reichtums. Denn obwohl Kapital nicht arbeitet, ermöglicht es Investitionen in Produktionsmittel und die Ausbeutung der Arbeiter*innen, um sich den Mehrwert ihrer Arbeit anzueignen. So zieht Reichtum weiteren Reichtum an. Ohne eine hohe Vermögenssteuer vergrössern sich die Ungleichheiten. Von 1968 bis 2020 sind 25 % des Vermögenszuwachses der reichsten 0,1 % der Schweizer Bevölkerung auf die Senkung der Vermögenssteuern zurückzuführen[\[14\]](#). Diese Steuern werden auf kantonaler Ebene erhoben, was zusätzlich zum internationalen Wettbewerb auch zu einem Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen führt. Es gibt also zwei Ebenen, die die Schweiz im Wettlauf um die niedrigsten Steuern beeinflussen, um Kapital anzuziehen und die Interessen der Bourgeoisie zu verteidigen. Letztere drängt auf Steuersenkungen und damit auf den Abbau des Service public. Hohe Steuersätze reichen jedoch nicht aus, um das Problem der Ungleichheit wirklich zu lösen. Tatsächlich stiegen die Spitzensteuersätze auf Vermögen in den USA auf bis zu 94

% und in Frankreich in der Zwischenkriegszeit auf 90 %[\[15\]](#), ohne das Wirtschaftswachstum zu beeinträchtigen.

Neben der Vermögenssteuer gibt es noch andere Formen der Besteuerung, die jedoch derzeit zu gering sind, um die Kapitalakkumulation zu verlangsamen: Kapitalsteuer, Grundsteuer, Erbschaftssteuer usw. Letztere könnte, obwohl sie bei weitem nicht ausreicht, um das kapitalistische System zu stürzen, die Anhäufung von Reichtum bekämpfen, indem sie die generationsübergreifende Kapitalakkumulation verhindert.

Diese geringe Besteuerung der Reichsten ist der politische Wille der bürgerlichen Rechten in Zusammenarbeit mit den Lobbys der Superreichen. Zusätzlich zu den ohnehin schon niedrigen Steuern profitieren die Superreichen von der sehr laxen Kontrolle der Steuerhinterziehung durch die Schweizer Institutionen. Tatsächlich werden jedes Jahr riesige Summen von den Reichsten in der Schweiz versteckt. Zwischen 2010 und 2020 sollen so mindestens 66 Milliarden nicht deklariert worden sein[\[16\]](#). Steuerhinterziehung, aber auch alle legalen Formen der Steuervermeidung sind daher Instrumente, die von den Reichsten häufig genutzt werden, um ihren Reichtum zu vergrößern und die Konzentration des Reichtums zu verstärken. Auf struktureller Ebene zeichnet sich dies durch eine Nachgiebigkeit der Institutionen gegenüber Steuervermeidung sowie durch die Entwicklung von Steueroasen wie der Schweiz aus.

Es stellt sich also die Frage, warum bürgerlich-rechte Politiker*innen und Unternehmenschef*innen ein solches System und solche Institutionen aufrechterhalten. Die Antwort ist einfach: aus eigenem materiellen Interesse.

Keine Demokratie ohne Verteilungsgerechtigkeit

Wer Geld hat, hat Macht und kann sich mehr politische Macht kaufen. Vermögenskonzentration heisst deshalb in erster Linie Machtkonzentration. Während eine kapitalistische Demokratie auf den bestehenden Klassenverhältnissen basiert und zum Ziel hat, diese zu stärken, steht Machtkonzentration im grundsätzlichen Widerspruch zu einer echten, sozialistischen Demokratie. In einer sozialistischen Demokratie muss Mitbestimmung aller Menschen in allen Lebensbereichen, wie auch dem Arbeitsort und der Wohnsituation, gewährleistet sein. Mitbestimmung darf sich nicht auf einfache Mitsprache begrenzen, sondern muss Mitbesitz an Produktionsmitteln bedeuten. Deshalb ist kapitalistische Demokratie immer nur eine Pseudodemokratie.

Die Vormachtstellung der Kapitalist*innen und der Superreichen wirkt sich direkt auf politische Entscheide aus: Mehrere Studien aus Deutschland und den USA

176 zeigen, dass die Interessen von reichen Menschen in der institutionellen Politik
177 im Kapitalismus deutlich mehr Gehör finden als jene von armen Menschen[17].
178 Superreiche und ihre Unternehmen können Milliarden in Parteispenden, Lobbying
179 und Öffentlichkeitsarbeit stecken[18]. Gleichzeitig können Unternehmen die
180 Lohnabhängigkeit ihrer Angestellten nutzen, um gewerkschaftliche Organisation
181 und politisches Engagement zu verhindern oder kleinzuhalten. Diese Effekte
182 verstärken sich gegenseitig: Politik im Interesse der Superreichen führt zu
183 Steuersenkungen, die die Vermögen der Superreichen um Millionen und Milliarden
184 steigert, die wiederum die politische Macht und Einflussnahme der Superreichen
185 erhöht. So erfüllt institutionelle Demokratie den Zweck, die bestehenden
186 Klassen- und Produktionsverhältnisse zu stärken.

187 Dieselben Machtverhältnisse zeigen sich in der öffentlichen Meinungsbildung. Das
188 kapitalistische System wird dem italienischen Philosophen Antonio Gramsci
189 zufolge nicht nur durch Zwang und Unterdrückung aufrechterhalten, sondern
190 genauso durch das Schaffen eines gesellschaftlichen Konsens.[19] Dieser Konsens
191 wird in und durch verschiedene politische, staatliche und zivilgesellschaftliche
192 Institutionen geschaffen, wie beispielsweise Medien, (Hoch)Schulen, Thinktanks.
193 Die Bourgeoisie hat durch ihren Besitz und ihr Kapital Macht über und in diesen
194 Institutionen. Diese Vorherrschaft und Deutungshoheit über die öffentliche
195 Meinung nennt sich kulturelle Hegemonie und stützt das kapitalistische System.

196 Konkret zeigt sich das beispielsweise bei privaten Medienkonzernen, welche die
197 Medienlandschaft dominieren. Nach der SRG sind die meinungsmächtigsten Konzerne
198 die TX Group, Meta, CHMedia und Ringier.[20] Gerade im digitalen Raum ist der
199 Einfluss der Konzerne noch grösser als im analogen Bereich. Durch Algorithmen
200 wird gesteuert, welche Inhalte wem und vor allem wie vielen Menschen gezeigt
201 werden.[21] Dass diese Einflussnahme selbst mit kapitalistischen demokratischen
202 Grundprinzipien und dem Schutz der freien Meinungsbildung unvereinbar ist,
203 erkennt mittlerweile sogar die EU an.[22] Diese Machtkonzentration begrenzt sich
204 nicht nur auf Medienkonzerne, sondern konzentriert sich bei gigantischen
205 Techmonopolen insbesondere auf einzelne schwerreiche Männer: Meta ist im Besitz
206 von Mark Zuckerberg, der über ein Vermögen von 250 Milliarden Dollar verfügt.
207 Dasselbe Bild zeigt sich bei Schweizer Printmedien. Verleger*innen wie Giuseppe
208 Nica oder Christoph Blocher kontrollieren Zeitungen mit Auflagen von 1.2
209 Millionen beziehungsweise 600'000.[23] Gerade im analogen Raum zeigen sich
210 ausserdem die Konsequenzen der kapitalistischen Prinzipien in der Medienwelt,
211 sowie des desaströsen Fehlens einer breiten, unabhängigen Medienförderung.
212 Zeitungen sind abhängig von Profiten aus Inseraten von Konzernen, die sich diese
213 Inserate auch leisten können, oder werden von Superreichen aufgekauft und
214 kontrolliert.[24]

215 Da die Funktion der Konzerne und Institutionen im Besitz der Kapitalist*innen in

erster Linie ist, die Vormachtstellung der Kapitalist*innen zu stützen und ihre kulturelle Hegemonie zu stärken, bleiben journalistische Prinzipien, Unabhängigkeit und kritische Berichterstattung auf der Strecke. Emanzipatorische Ziele werden erst recht nicht verfolgt. Facebook/Meta steht wegen schlechtem Datenschutz in der Kritik, der Weitergabe von Nutzer*innendaten und dem Wegschauen bei Wahlmanipulation in der Kritik.[\[25\]](#) Im Januar 2025 wurde ausserdem unabhängiges Fact-Checking in den USA auf Meta, wie schon zuvor auf X, abgeschafft.[\[26\]](#) Die (sozialen) Medien sind machtsichernde Werkzeuge der Superreichen.

Für eine demokratische Gesellschaft muss die Macht der Superreichen und der Kapitalist*innen gebrochen werden.

Die Gefahr des Faschismus

Der Kapitalismus verunmöglicht nicht nur eine volle Demokratie, sondern birgt eine direkte Gefahr für faschistische Entwicklungen. Bei einfacher erhöhter politischer Macht und kultureller Hegemonie bleibt es nämlich nicht. Kapitalistische Produktionsverhältnisse bergen nämlich – vor allem in ihren Krisen – den Kern des Faschismus.

Faschismus abschliessend zu definieren ist unmöglich, es existieren verschiedenste Definitionen und Debatten darüber. Grundsätzlich ist Faschismus keine politische Ideologie, sondern ein autoritärer, menschenverachtender Führungs- und Organisationsstil. Ihm zugrunde liegen eine antikommunistische, autoritär-nationalistische, rassistische, antifeministische und antisemitische Ideologie, sowie eine angestrebte länderübergreifende Massenmobilisierung, die in Terror für die arbeitende Klasse und marginalisierte Menschen mündet.[\[27\]](#) Gleichzeitig zeichnen sich faschistische Strömungen durch einen klaren Fokus auf Identität, Feindbilder und Gewalt aus: Kritik wird als Verrat gesehen, jede Form der Andersartigkeit abgelehnt, es gibt einen Kult der Tradition und die Frustration einer angeblichen Mittelklasse steht im Zentrum.[\[28\]](#)

Genau deshalb fruchtet der Faschismus in einem von Krisen getriebenen Kapitalismus. Wenn Profitraten zurückgehen, die Monopolisierung immer weiter zunimmt und sich Kapital und Macht bei immer weniger Menschen sammelt, bedroht das die Vormachtstellung der gesamten Bourgeoisie. Die freie Marktwirtschaft reicht nicht mehr aus, um die Profite der Kapitalist*innen aufrechtzuerhalten.[\[29\]](#) Während die Kleinbürgerlichen ihre Existenz bedroht sehen, fürchten Superreiche um ihre Milliardenvermögen - und haben deshalb Angst vor eine klassenbewussten Arbeiter*innenklasse und einer sozialistischen Revolution. Hier hat der Faschismus als Vermittler ein leichtes Spiel. Wenn Kapitalist*innen einen starken Staat für ihre Bedürfnisse brauchen, greifen sie

ein und nutzen den Staat, um auf gewaltvolle und autoritäre Art und Weise ihre Profite und ihre Position zu schützen.[\[30\]](#) Faschistische Parteien und Akteure haben kein Interesse daran, die Herrschaftsverhältnisse an sich zu verändern. Wenn Arbeiter*innen für ihre Rechte kämpfen, folgen Repressionen. Gewerkschaften, Parteien und Vereine der Arbeiter*innen werden zerschlagen, kriminalisiert und ihre Mitglieder verfolgt.

Faschistische Strömungen brauchen zudem die Unterstützung einer sich frustriert und bedroht fühlenden Mittelklasse, die sich zur Sicherung ihrer eigenen ökonomischen Position auf die Seite der Kapitalist*innen schlägt.[\[31\]](#) Die neoliberalen Steuersenkungen für Superreiche der letzten Jahre und Jahrzehnte gingen mit Austeritätspolitik[\[32\]](#) für den Rest der Bevölkerung einher. Mehrere Studien belegen einen direkten Zusammenhang zwischen Austeritätspolitik und Wahlerfolgen von rechtsextremen und rechtspopulistischen Parteien.[\[33\]](#) Rechtspopulistische Narrative greifen die ökonomische Unsicherheit auf und verbinden diese mit rassistischen Schuldzuweisungen. Die Bevölkerung wird in Abgrenzung zu Ausländer*innen und Migrant*innen konstruiert, um die Arbeiter*innenklasse zu spalten und zu schwächen.[\[34\]](#) Mit dieser Spaltung wird ein klares Feindbild zur Ablenkung der wahren Klassengraben geschaffen.

Wie diese theoretischen Zusammenhänge in der Realität aussehen, zeigt sich klar in den USA: Spätestens seit Beginn der zweiten Amtszeit Donald Trumps ist ein autoritärer Umbruch sichtbar.[\[35\]](#) Unzählige Verfügungen setzte Donald Trump potentiell verfassungswidrig im Alleingang durch. Anderen Multimilliardären, wie Elon Musk und Mark Zuckerberg, wird immer mehr (politische) Macht zugeschoben. Austerität wird vorangetrieben und migrantisierte Menschen werden verfolgt, dem Land verwiesen oder inhaftiert – im Namen der breiten (weissen) US-Bevölkerung. Die nationalistische, verschwörungsnahe, sexistische, rassistische und queerfeindliche Politik, sowie die Spaltung der Arbeiter*innenklasse, gepaart mit autoritären Führungsmethoden, lässt keinen Zweifel an faschistischen Tendenzen. Gleichzeitig zeigt sich in diesen Entwicklungen der sogenannte imperiale Bumerang. Die gewaltsamen Methoden, mit denen imperialistische Staaten koloniale Gebiete unterdrücken, begrenzen sich nicht nur auf Gebiete ausserhalb. Die faschistischen Entwicklungen zeigen sich darin, dass diese Gewalt nun auch im Landesinneren der imperialistischen USA beispielsweise gegen migrantisierte Menschen und sozialistische Aktivist*inne angewendet wird.

Auch in Europa sind faschistische Tendenzen und die Zusammenarbeit von Faschismus und Kapital immer offensichtlicher. In Deutschland gewinnt die AfD immer mehr Zuspruch, während sich die CDU immer mehr in Richtung der AfD bewegt, um ihre Rolle als Retterin des Kapitals zu übernehmen. Dass sowohl die AfD, wie auch die FPÖ in Österreich mehrere superreiche Spender*innen haben, ist bekannt. Doch auch in der Schweiz sind die Überschneidungen zwischen Kapital und rechter

Politik offensichtlich. Blochers Millionen fliessen in die SVP, um ihre rassistische, misogynen und faschistoide Politik zu stärken. Schon viel früher als in den Nachbarländern ist in der Schweiz die rechtspopulistische Politik der SVP salonfähig geworden.

Wenn wir dieser Entwicklung wirklich entgegenhalten wollen, müssen wir für eine bessere Alternative kämpfen – und zwar, bevor es zu spät ist. Dafür reicht es nicht, faschistische Entwicklungen nur da zu benennen, wo sie weit entfernt sind, und faschistoide Tendenzen in der Schweiz zu verschweigen. Aus der Geschichte lernen wir, dass Faschist*innen unsere demokratischen Institutionen zerschlagen und das Klassenbewusstsein der arbeitenden Bevölkerung brechen wollen. Umso wichtiger ist die Demokratisierung aller Lebensbereiche. Eine starke, selbstbewusste Arbeiter*innenklasse, die für ihre eigene Befreiung kämpft, ist das Kryptonit nicht nur der Faschist*innen, sondern auch der kapitalistischen Autokrat*innen, die Hand in Hand mit Faschismus gehen. Denn das einzige Gegenmittel gegen Faschismus heisst Demokratie und konsequente Demokratisierung aller Lebensbereiche! [\[36\]](#)

Vermögen verteilen – Faschismus bekämpfen!

Kurzfristig fordert die JUSO Schweiz die Stärkung von sozial gerechten Steuerformen, um sozialpolitische Massnahmen zu finanzieren und den Reichtum an die Arbeiter*innen rückzuverteilen. Mit den Milliardenprofiten für die Superreichen muss Schluss sein! Deshalb fordert die JUSO Schweiz konkret:

- Die Einführung einer Vermögensobergrenze von 200 Millionen: Um zu verhindern, dass die Kluft zwischen den Reichsten und den Arbeiter*innen immer grösser wird, muss eine Vermögensobergrenze eingeführt werden. So können wir für eine gerechtere Gesellschaft mit sinkender Vermögensungleichheit sorgen.
- Die Einführung einer Erbschaftssteuer von 50% auf Erbschaften und Schenkungen, mit einem Freibetrag von 50 Millionen Franken: Durch die Erbschaftssteuer wird die generationenübergreifende Akkumulation von Kapital unterbunden. Diese Akkumulation ermöglicht seit Hunderten von Jahren die Konzentration von Reichtum in den Händen einiger weniger Familien und begünstigt die Nachkommen der Reichen.
- Strengere Kontrollen von Steuerhinterziehung: Um Steuerflucht zu bekämpfen, braucht es geeignete Instrumente. Die Politiker*innen der

bürgerlichen Parteien verteidigen die Superreichen und tun nichts, um die Superreichen daran zu hindern, sich für ihre persönlichen Interessen und zum Nachteil der Mehrheit der Bevölkerung der Steuerpflicht zu entziehen.

- Die Einführung von globalen Mindeststeuersätzen für Vermögens- und Erbschaftssteuern: Besteuerung muss global organisiert sein. Superreiche versuchen mit allen Mitteln, auf legalem oder illegalem Weg, weniger Steuern zu bezahlen. Eine internationale Mindestbesteuerung löst dieses Problem wirksamer als nationale Instrumente zur Bekämpfung der Steuerflucht, die aber trotzdem ergänzend eingesetzt werden müssen. So kann die Kapitalflucht in Steueroasen verhindert werden, die nur den Superreichen und dem Bankensystem zugute kommt.
- Die konsequente Durchsetzung der Kostenmiete: Profit mit Wohnraum zu machen, bedeutet, Profit mit dem Bedürfnis aller Menschen nach einem sicheren, ruhigen und geschützten Ort zu machen. Kapitalist*innen dürfen nicht noch mehr Profit machen. Die Kosten für Wohnraum müssen auf etwas anderem basieren als auf blosser Spekulation und künstlicher Knappheit, so wie es in der Verfassung steht.
- Die Demokratisierung aller grossen Unternehmen: Der Privatbesitz der Produktionsmittel durch die Kapitalist*innen muss überwunden werden. Solange es Privateigentum an Produktionsmitteln gibt, wird es Vermögensungleichheiten geben, denn es handelt sich um eine Klassengesellschaft.

Dies löst jedoch nicht die Wurzel des Problems, sondern reduziert die Probleme nur oberflächlich. Langfristig setzt sich die JUSO Schweiz deshalb dafür ein, die Systeme der Unterdrückung und das kapitalistische Ausbeutungssystem zu überwinden. Ausserdem müssen die Kategorien Klasse, Geschlecht und "Race" für die gemeinsame Befreiung der 99% abgeschafft werden. Um dies zu erreichen, führt die JUSO Schweiz grundlegende Kampagnen, wie beispielsweise die Kampagne für die Initiative für eine Zukunft, die grundsätzlich die Legitimität des Kapitalismus in Frage stellen, mit dem Ziel, das Klassenbewusstsein zu schärfen.

[\[1\]](#) Calculé sur la base du seuil de pauvreté, pour 2023.

Pauvreté. (s. d.). Consulté le 6 juillet 2025, à

360 l'adresse [https://www.bfs.admin.ch/content/bfs/fr/home/statistiques/situation-](https://www.bfs.admin.ch/content/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-privations/pauvrete.html)
 361 [economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-](https://www.bfs.admin.ch/content/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-privations/pauvrete.html)
 362 [privations/pauvrete.html](https://www.bfs.admin.ch/content/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-privations/pauvrete.html)

363 [2] La Confédération. La population suisse est majoritairement satisfaite des
 364 soins de santé. Consulté le 6 juillet 2025, à
 365 l'adresse <https://www.news.admin.ch/fr/nsb?id=99203>

366 [3] *Economic Manuscripts : Capital Vol. I - Chapter Twenty-Seven*. (1867) Consulté
 367 23 juillet 2025, à l'adresse [https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-](https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch27.htm)
 368 [c1/ch27.htm](https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch27.htm)

369 [4] *République helvétique*. (s. d.). hls-dhs-dss.ch. Consulté 23 juillet 2025, à
 370 l'adresse <https://hls-dhs-dss.ch/articles/009797/2011-01-27/>

371 [5] Eigene Berechnungen basierend auf der Gesamtschweizerischen
 372 Vermögensstatistik 2021.

373 [6] Bilanz (2024). Die 300 Reichsten 2024. Aufgerufen am 24. Juli unter:
 374 <https://www.bilanz.ch/bilanz/die-300-reichsten-2024>

375 [7] Bilanz (2024). Die 300 Reichsten 2024. Aufgerufen am 24. Juli unter:
 376 <https://www.bilanz.ch/bilanz/die-300-reichsten-2024>

377 [8] SKOS (o.D.). Armut. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter:
 378 <https://skos.ch/themen/armut>

379 [9] Lampart, D., Gisler, E., Schley, M. (2024). Verteilungsbericht 2024. SGB.

380 [10] Bundesamt für Statistik (2020). Kontensequenz (VGR)

381 [11] Schärer, M., Höglinger, D., Gerber, C. (2022). Entwicklung und Renditen
 382 auf dem Mietwohnungsmarkt 2006 – 2021. Büro für arbeits- und sozialpolitische
 383 Studien.

384 [12] Martínez, I., Baselgia, E. (2022). Tracking and Taxing the Super-Rich:
 385 Insights from Swiss Rich Lists. *KOF Working Paper 501*.

386 [13] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-
 387 Hegemonie als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte 15*.

[14] Martínez, I., Baselgia, E. (2022). Tracking and Taxing the Super-Rich: Insights from Swiss Rich Lists. *KOF Working Paper 501*.

[15] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-Hegemonie als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte 15*.

[16] *En dix ans, les Suisses ont caché 66 milliards de francs au fisc*–Le Temps. (2023, juin 22). <https://www.letemps.ch/suisse/en-dix-ans-les-suisses-ont-cache-66-milliards-de-francs-au-fisc>

[17] Elsässer, L., Hense, S. & Schäfer, A. (2018). Government of the people, by the elite, for the rich: Unequal responsiveness in an unlikely case. *MPIfG Discussion Paper, No. 18/5*.

[18] Schmitt, M. et al. (2025). Milliardärsmacht beschränken, Demokratie schützen.

[19] Rosa-Luxemburg-Bildungswerk Hamburg e.V. (2006). Hegemonie und Gegen-Hegemonie als pädagogisches Verhältnis. *Hamburger Skripte 15*.

[20] Bundesamt für Kommunikation (2024). Medienmonitor Schweiz. Aufgerufen am 24. Juli 2025, unter <https://www.medienmonitor-schweiz.ch/konzerne/meinungsmacht/>

[21] Mandela N. et al (2025). Social Media Manipulation and the Threat to Democracy: Analyzing the Role of Disinformation. *The Voice of Creative Research, Vol. 7, Issue 1*.

[22] Weber, R. H. (2022). Künstliche Intelligenz: Regulatorische Überlegungen zum „Wie“ und „Was“. *Zeitschrift für Europarecht, 2022/1*.

[23] Bauer, J. (14. März 2025). (Un)Heimliche Meinungsmacher. *Correctiv*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter: <https://correctiv.org/aktuelles/medien/2025/03/14/unheimliche-meinungsmacher-blocher-zeitung-svp-schneider-nica/>

[24] Wegelin, Y. (5. März 2015). Was ist journalistische Unabhängigkeit. *WOZ die Wochenzeitung*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter: <https://www.woz.ch/1510/kommentar/was-ist-journalistische-unabhaengigkeit>

[25] Baetz, B., Zilm, K. (10. April 2018). Daten ohne Schutz – Zuckerberg in

Bedrängnis. *Deutschlandfunk*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter:
<https://www.deutschlandfunk.de/der-facebook-skandal-daten-ohne-schutz-zuckerberg-in-100.html>

[26] Graves, L. (13. Januar 2025): Will the EU fight for the truth on Facebook and Instagram?. *The Guardian*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter:

<https://www.theguardian.com/technology/2025/jan/13/meta-facebook-factchecking-eu>

[27] Häusler, A., Fehrenschild, M. (2020). Faschismus in Geschichte und Gegenwart. Ein vergleichender Überblick zur Tauglichkeit eines umstrittenen Begriffs. *Manuskripte (Vol. 26)*. Rosa-Luxemburg-Stiftung.

[28] Gehrlach, A. (26. Mai 2024). Das fünfzehnte Element des Faschismus. *Geschichte der Gegenwart*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter:

<https://geschichtedergegenwart.ch/das-fuenfzehnte-element-des-faschismus/>

[29] Horkheimer, M. (1939). Die Juden und Europa. In: *Zeitschrift für Sozialforschung*, Vol. 8/1939.

[30] Trotzki, L. (1932). Demokratie und Faschismus. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter: <https://www.marxists.org/deutsch/archiv/trotsky/1932/wasnun/kap02.htm>

[31] Mandel, E. (1953). Vingt ans après. Consulté 9 juillet 2025, à l'adresse <https://www.marxists.org/francais/mandel/works/1953/07/vingt.htm>

[32] Austeritätspolitik beschreibt neoliberale Politik, die zuerst Steuern für die Reichsten senkt, um danach aufgrund von fehlenden Steuereinnahmen bei öffentlichen Dienstleistungen zu sparen.

[33] Kaufmann, S. (2024). Macht Sparen rechts? Und warum?. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter <https://politischeoekonomie.com/macht-sparen-rechts-und-warum/>

[34] Tundermann, S. (2022). The Political Economy of Populist Reason in The Netherlands. *New Political Science*, 44(4), 507-523.
<https://doi.org/10.1080/07393148.2022.2129923>

[35] Hermsmeier, L. (20. März 2025): Faschismusdebatte Made in USA. *WOZ die Wochenzeitung*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter

446 <https://www.woz.ch/2512/faschismusdebatte/made-in-usa/!SXG7HRG2T7C3>

447 [36] Pfaff, T. (2024). Über das untrennbare Verhältnis von Kapitalismus und
448 Faschismus. *Steady*. Aufgerufen am 24. Juli 2025 unter:

449 <https://steady.page/de/pfaffblog/posts/6f3a45a3-5e3c-4fa1-96f2-ed9fa244e77d>